

CAMERA DEI DEPUTATI N. 2450

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

il 14 maggio 2009 (v. stampato Senato n. 1439)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

(FRATTINI)

E DAL MINISTRO DELLE POLITICHE AGRICOLE ALIMENTARI E FORESTALI

(ZAIA)

DI CONCERTO CON IL MINISTRO DELLA GIUSTIZIA

(ALFANO)

CON IL MINISTRO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

(TREMONTI)

CON IL MINISTRO DELLO SVILUPPO ECONOMICO

(SCAJOLA)

CON IL MINISTRO DELL'AMBIENTE E DELLA TUTELA DEL TERRITORIO E DEL MARE

(PRESTIGIACOMO)

E CON IL MINISTRO PER LE POLITICHE EUROPEE

(RONCHI)

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo internazionale del 2006 sui
legni tropicali, con Allegati, fatto a Ginevra il 27 gennaio 2006

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica
il 19 maggio 2009*

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

(Autorizzazione alla ratifica).

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo internazionale del 2006 sui legni tropicali, con Allegati, fatto a Ginevra il 27 gennaio 2006.

ART. 2.

(Ordine di esecuzione).

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 39 dell'Accordo stesso.

ART. 3.

(Entrata in vigore).

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**ACCORD INTERNATIONAL DE 2006
SUR LES BOIS TROPICAUX**



**NATIONS UNIES
2006**

ACCORD INTERNATIONAL DE 2006 SUR LES BOIS TROPICAUX

PRÉAMBULE

Les Parties au présent Accord,

- a) *Rappelant* la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, le Programme intégré pour les produits de base, le texte intitulé « Un nouveau partenariat pour le développement » ainsi que l'Esprit de São Paulo et le Consensus de São Paulo, que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a adoptés à sa onzième session;
- b) *Rappelant aussi* l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux, et l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, et reconnaissant le travail de l'Organisation internationale des bois tropicaux ainsi que les résultats qu'elle a obtenus depuis sa création, dont une stratégie ayant pour but le commerce international des bois tropicaux provenant de sources gérées de façon durable;
- c) *Rappelant en outre* la Déclaration de Johannesburg et le Plan de mise en œuvre adoptés par le Sommet mondial pour le développement durable en septembre 2002, le Forum des Nations Unies sur les forêts établi en octobre 2000 et la création connexe du Partenariat pour la collaboration sur les forêts, dont l'Organisation internationale des bois tropicaux est membre, ainsi que la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts, et les chapitres pertinents du programme Action 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en juin 1992, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification;
- d) *Reconnaissant* qu'en vertu de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique environnementale et ont le devoir de garantir que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement d'autres États ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale, conformément à ce qui est énoncé au principe 1 a) de la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la

gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts;

e) *Reconnaissant* l'importance du bois d'œuvre et de son commerce pour l'économie des pays producteurs;

f) *Reconnaissant aussi* l'importance des multiples bienfaits économiques, environnementaux et sociaux que procurent les forêts, y compris le bois d'œuvre et les produits forestiers autres que le bois et les services environnementaux, dans le contexte de la gestion durable des forêts, aux niveaux local, national et mondial, et la contribution de la gestion durable des forêts au développement durable, à l'atténuation de la pauvreté et à la réalisation des objectifs internationaux de développement, y compris ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire;

g) *Reconnaissant en outre* le besoin de promouvoir et d'appliquer des critères et indicateurs comparables pour la gestion durable des forêts en tant qu'outils importants permettant aux membres d'évaluer, de suivre et de promouvoir les progrès accomplis en vue d'une gestion durable de leurs forêts;

h) *Tenant compte* des relations entre le commerce des bois tropicaux, le marché international du bois et l'économie mondiale au sens large, ainsi que du besoin de se placer dans une perspective mondiale afin d'améliorer la transparence du commerce international du bois;

i) *Réaffirmant* leur engagement pour que, dans les délais les plus courts possibles, les exportations de bois tropicaux et de produits dérivés proviennent de sources gérées de façon durable (*l'objectif fixé pour l'an 2000 par l'OIBT*), et rappelant la création du Fonds pour le Partenariat de Bali;

j) *Rappelant* l'engagement pris en janvier 1994 par les membres consommateurs de préserver ou d'assurer une gestion durable de leurs forêts respectives;

k) *Notant* qu'une bonne gouvernance, un régime foncier clair et une coordination intersectorielle contribuent à une gestion durable des forêts et à l'exportation de bois provenant de sources licites;

l) *Reconnaissant* l'importance de la collaboration entre les membres, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile, y compris les communautés autochtones et locales, et d'autres acteurs pour promouvoir une gestion durable des forêts;

m) *Reconnaissant aussi* l'importance d'une telle collaboration pour faire mieux respecter le droit forestier et promouvoir les échanges de bois exploités dans le respect de la légalité;

n) *Notant aussi* que le renforcement des capacités des communautés autochtones et locales qui dépendent des forêts, y compris des propriétaires et des gestionnaires de forêts, peut contribuer à la réalisation des objectifs du présent Accord;

o) *Notant en outre* la nécessité d'améliorer le niveau de vie et les conditions de travail dans le secteur forestier, compte tenu des principes internationalement reconnus en la matière, et des conventions pertinentes et instruments pertinents de l'Organisation internationale du Travail;

p) *Faisant observer* que le bois est une matière première à haut rendement énergétique, renouvelable et écologique par rapport aux produits concurrents;

q) *Reconnaissant* la nécessité d'accroître l'investissement dans la gestion durable des forêts, y compris en réinvestissant les recettes tirées des forêts et du commerce du bois d'œuvre;

r) *Reconnaissant aussi* les effets positifs de prix du marché qui intègrent les coûts d'une gestion durable des forêts;

s) *Reconnaissant en outre* la nécessité de ressources financières accrues et prévisibles venant d'une large communauté de donateurs pour contribuer à la réalisation des objectifs du présent Accord;

t) *Tenant compte* des besoins particuliers des pays les moins avancés producteurs de bois tropicaux;

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. OBJECTIFS

Article premier

OBJECTIFS

Les objectifs de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux (ci-après dénommé « le présent Accord ») sont de promouvoir l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux issus de forêts faisant l'objet d'une gestion durable et d'une exploitation dans le respect de la légalité et de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales productrices de bois en :

- a) Facilitant une organisation efficace des consultations, de la coopération internationale et de l'élaboration de politiques entre tous les membres en ce qui concerne tous les aspects pertinents de l'économie mondiale du bois;
- b) Facilitant la tenue de consultations en vue de promouvoir des pratiques non discriminatoires dans le commerce du bois d'œuvre;

- c) Contribuant à un développement durable et à l'atténuation de la pauvreté;
- d) Renforçant la capacité des membres de mettre en œuvre une stratégie visant à ce que les exportations de bois tropicaux et de produits dérivés proviennent de sources gérées de façon durable;
- e) Améliorant la connaissance des caractéristiques structurelles de marchés internationaux, notamment des tendances à long terme de la consommation et de la production, des facteurs influant sur l'accès aux marchés, des préférences des consommateurs et des prix à la consommation ainsi que des conditions conduisant à des prix qui intègrent les coûts d'une gestion durable des forêts;
- f) Favorisant et appuyant la recherche-développement en vue d'une meilleure gestion des forêts, d'une utilisation plus efficace du bois et d'une plus grande compétitivité des produits dérivés par rapport aux matériaux concurrents, ainsi que pour accroître la capacité de conserver et de promouvoir d'autres richesses de la forêt dans les forêts tropicales productrices de bois d'œuvre;
- g) Concevant et soutenant des mécanismes visant à apporter de nouvelles ressources financières et additionnelles afin de mobiliser des fonds suffisants et prévisibles et les compétences techniques nécessaires pour renforcer la capacité des membres producteurs d'atteindre les objectifs du présent Accord;
- h) Améliorant l'information commerciale et économique et encourageant l'échange d'informations sur le marché international des bois tropicaux en vue d'assurer une plus grande transparence et une meilleure information sur les marchés et leurs tendances, notamment par le rassemblement, la compilation et la diffusion de données relatives au commerce, en particulier aux essences commercialisées;
- i) Favorisant dans les pays membres producteurs une transformation accrue et plus poussée de bois tropicaux provenant de sources durables, en vue de stimuler l'industrialisation de ces pays et d'accroître ainsi leurs possibilités d'emploi et leurs recettes d'exportation;
- j) Encourageant les membres à soutenir et à développer des activités de reboisement en bois tropicaux, ainsi que la remise en état et la restauration des terres forestières dégradées, compte dûment tenu des intérêts des communautés locales qui dépendent des ressources forestières;

- k) Améliorant la commercialisation et la distribution des exportations de bois tropicaux et de produits dérivés qui proviennent de sources faisant l'objet d'une gestion durable et d'une exploitation légale et qui sont commercialisées de manière licite, notamment en sensibilisant les consommateurs;
- l) Renforçant la capacité des membres de rassembler, de traiter et de diffuser des statistiques sur leur commerce de bois d'œuvre et des informations sur la gestion durable de leurs forêts tropicales;
- m) Encourageant les membres à élaborer des politiques nationales visant à l'utilisation durable et à la conservation des forêts productrices de bois d'œuvre et au maintien de l'équilibre écologique, dans le contexte du commerce des bois tropicaux;
- n) Renforçant la capacité des membres d'améliorer l'application du droit forestier et la gouvernance et de lutter contre l'abattage illégal de bois tropicaux et le commerce lié;
- o) Encourageant l'échange d'informations dans le but de mieux comprendre des mécanismes facultatifs tels, notamment, que la certification, afin de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales, et en appuyant les efforts que les membres déploient dans ce domaine;
- p) Facilitant l'accès à la technologie et le transfert de technologie, ainsi que la coopération technique pour la réalisation des objectifs du présent Accord, y compris selon des modalités et des conditions favorables et préférentielles, ainsi qu'il en sera mutuellement convenu;
- q) Favorisant une meilleure compréhension de la contribution des produits forestiers autres que le bois d'œuvre et des services écologiques à la gestion durable des forêts tropicales, et la coopération avec des institutions et des processus compétents à cette fin;
- r) Encourageant les membres à reconnaître le rôle des communautés autochtones et locales dépendant des forêts dans la gestion durable des forêts et à élaborer des stratégies visant à accroître la capacité de ces communautés de gérer de manière durable les forêts productrices de bois tropicaux;
- s) Identifiant et étudiant des questions nouvelles ou récentes.

CHAPITRE II. DÉFINITIONS

Article 2

DÉFINITIONS

Aux fins du présent Accord :

1. Par « bois tropicaux » il faut entendre les bois tropicaux à usage industriel (bois d'œuvre) qui proviennent de forêts ou sont produits dans les pays situés entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne. Cette expression s'applique aux grumes, sciages, placages et contre-plaqués;
2. Par « gestion durable des forêts » on entend le sens donné dans les documents directifs et les directives techniques pertinentes de l'Organisation;
3. Par « membre » il faut entendre un gouvernement, la Communauté européenne ou toute organisation intergouvernementale visée à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord, que celui-ci soit en vigueur à titre provisoire ou à titre définitif;
4. Par « membre producteur » il faut entendre tout membre situé entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne, doté de ressources forestières tropicales et/ou exportateur net de bois tropicaux en termes de volume, qui est mentionné à l'Annexe A et qui devient partie au présent Accord, ou tout membre doté de ressources forestières tropicales et/ou exportateur net de bois tropicaux en termes de volume, non mentionné à l'Annexe A et qui devient partie à l'Accord et que le Conseil, avec l'assentiment dudit membre, déclare membre producteur;
5. Par « membre consommateur » il faut entendre tout membre importateur de bois tropicaux qui est mentionné à l'Annexe B et qui devient partie au présent Accord, ou tout membre importateur de bois tropicaux qui n'est pas mentionné à l'Annexe B et qui devient partie à l'Accord et que le Conseil, avec l'assentiment dudit membre, déclare membre consommateur;
6. Par « Organisation » il faut entendre l'Organisation internationale des bois tropicaux instituée conformément à l'article 3;
7. Par « Conseil » il faut entendre le Conseil international des bois tropicaux institué conformément à l'article 6;
8. Par « vote spécial » il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et 60 % au moins des suffrages exprimés par les membres consommateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par au moins la moitié des membres producteurs présents et votants et au moins la moitié des membres consommateurs présents et votants;

9. Par « vote à la majorité simple répartie » il faut entendre un vote requérant plus de la moitié des suffrages exprimés par les membres producteurs présents et votants et plus de la moitié des suffrages exprimés par les membres consommateurs présents et votants, comptés séparément;
10. Par « exercice biennal » il faut entendre la période allant du 1^{er} janvier d'une année au 31 décembre inclus de l'année suivante;
11. Par « monnaies librement convertibles » il faut entendre le dollar des États-Unis, l'euro, le franc suisse, la livre sterling, le yen et toute autre monnaie éventuellement désignée par une organisation monétaire internationale compétente comme étant en fait couramment utilisée pour effectuer des paiements au titre de transactions internationales et couramment négociée sur les principaux marchés des changes;
12. Aux fins du calcul de la répartition des voix conformément au paragraphe 2 b) de l'article 10, il faut entendre par « ressources forestières tropicales » les forêts naturelles denses et les plantations forestières situées entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne.

CHAPITRE III. ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

SIÈGE ET STRUCTURE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX

1. L'Organisation internationale des bois tropicaux créée par l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux continue d'assurer la mise en œuvre des dispositions du présent Accord et d'en surveiller le fonctionnement.
2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil institué conformément à l'article 6, des comités et autres organes subsidiaires visés à l'article 26, ainsi que du Directeur exécutif et du personnel.
3. Le siège de l'Organisation est situé en tout temps sur le territoire d'un membre.
4. L'Organisation a son siège à Yokohama, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial, conformément à l'article 12.
5. Il est possible de créer des bureaux régionaux de l'Organisation si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial, conformément à l'article 12.

Article 4**MEMBRES DE L'ORGANISATION**

Il est institué deux catégories de membres de l'Organisation, à savoir :

- a) Les producteurs;
- b) Les consommateurs.

Article 5**PARTICIPATION D'ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMENTALES**

1. Toute référence faite dans le présent Accord à des « gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté européenne et pour toute organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification d'application à titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas desdites organisations, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification d'application à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations.
2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, la Communauté européenne et les organisations intergouvernementales mentionnées au paragraphe 1 disposent d'un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuables à leurs États membres, qui sont parties au présent Accord conformément à l'article 10. En pareil cas, les États membres desdites organisations ne sont pas autorisés à exercer leurs droits de vote individuels.

**CHAPITRE IV. CONSEIL INTERNATIONAL
DES BOIS TROPICAUX****Article 6****COMPOSITION DU CONSEIL INTERNATIONAL
DES BOIS TROPICAUX**

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international des bois tropicaux, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.
2. Chaque membre est représenté au Conseil par un représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour participer aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant peut être autorisé à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou dans des circonstances particulières.

Article 7

POUVOIRS ET FONCTIONS DU CONSEIL

Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord. En particulier, le Conseil :

- a) Par un vote spécial, conformément à l'article 12, adopte les règles et règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont conformes à celles-ci, notamment son règlement intérieur, les règles de gestion financière et le statut du personnel de l'Organisation. Les règles de gestion financière et le règlement financier régissent notamment les entrées et les sorties de fonds des comptes créés à l'article 18. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques;
- b) Prend les décisions jugées nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'Organisation;
- c) Tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

Article 8

PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL

- 1. Le Conseil élit pour chaque année civile un président et un vice-président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.
- 2. Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres producteurs, l'autre parmi ceux des membres consommateurs.
- 3. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre.
- 4. En cas d'absence temporaire du Président, le Vice-Président assume les fonctions de président. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence de l'un ou de l'autre ou des deux pour la durée du mandat restant à courir, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires parmi les représentants des membres producteurs

ou parmi les représentants des membres consommateurs, selon le cas, à titre temporaire ou pour la durée du mandat restant à courir du ou des prédécesseurs.

Article 9

SESSIONS DU CONSEIL

1. En règle générale, le Conseil tient au moins une session ordinaire par an.
2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis par un membre ou par le Directeur exécutif en accord avec le Président et le Vice-Président du Conseil et :
 - a) Par une majorité des membres producteurs ou une majorité des membres consommateurs; ou
 - b) Par une majorité des membres.
3. Les sessions du Conseil ont lieu au siège de l'Organisation à moins que le Conseil, par un vote spécial conformément à l'article 12, n'en décide autrement. À cet égard, le Conseil s'efforce de tenir une session sur deux en dehors du siège de l'Organisation, de préférence dans un pays producteur.
4. En examinant la périodicité de ses sessions et le lieu de leur tenue, le Conseil veille à ce que des fonds suffisants soient disponibles.
5. Le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour avec un préavis d'au moins six semaines, sauf en cas d'urgence, où le préavis sera d'au moins sept jours.

Article 10

RÉPARTITION DES VOIX

1. Les membres producteurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres consommateurs détiennent ensemble 1 000 voix.
2. Les voix des membres producteurs sont réparties comme suit :
 - a) 400 voix sont réparties également entre les trois régions productrices d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Asie-Pacifique. Les voix ainsi attribuées à chacune de ces régions sont ensuite réparties également entre les membres producteurs de cette région;
 - b) 300 voix sont réparties entre les membres producteurs selon la part de chacun dans les ressources forestières tropicales totales de tous les membres producteurs;

- c) 300 voix sont réparties entre les membres producteurs proportionnellement à la valeur moyenne de leurs exportations nettes respectives de bois tropicaux pendant la dernière période triennale pour laquelle les chiffres définitifs sont disponibles.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, le total des voix attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article aux membres producteurs de la région d'Afrique est réparti également entre tous les membres producteurs de ladite région. S'il reste des voix, chacune de ces voix est attribuée à un membre producteur de la région d'Afrique : la première au membre producteur qui obtient le plus grand nombre de voix calculé conformément au paragraphe 2 du présent article, la deuxième au membre producteur qui vient au second rang par le nombre de voix obtenues, et ainsi de suite jusqu'à ce que toutes les voix restantes aient été réparties.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article, les voix des membres consommateurs sont réparties comme suit : chaque membre consommateur dispose de 10 voix de base; le reste des voix est réparti entre les membres consommateurs proportionnellement au volume moyen de leurs importations nettes respectives de bois tropicaux pendant la période quinquennale commençant six années civiles avant la répartition des voix.

5. Le nombre de voix attribuées à un membre consommateur ne peut augmenter de plus de 5 % d'un exercice biennal à l'autre. Les voix excédentaires sont réparties entre les membres consommateurs proportionnellement au volume moyen de leurs importations nettes respectives de bois tropicaux pendant la période quinquennale commençant six années civiles avant la répartition des voix.

6. Le Conseil peut, par un vote spécial conformément à l'article 12, modifier le pourcentage minimal requis pour un vote spécial par les membres consommateurs s'il le juge nécessaire.

7. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice biennal au début de sa première session de l'exercice biennal conformément aux dispositions du présent article. Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice biennal, sous réserve des dispositions du paragraphe 8 du présent article.

8. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la catégorie ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article. Le Conseil fixe alors la date à laquelle la nouvelle répartition des voix prend effet.

9. Il ne peut y avoir de fractionnement de voix.

Article 11

PROCÉDURE DE VOTE AU CONSEIL

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient, et aucun membre ne peut diviser ses voix. Un membre n'est toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 du présent article.
2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre producteur peut autoriser, sous sa propre responsabilité, tout autre membre producteur, et tout membre consommateur peut autoriser, sous sa propre responsabilité, tout autre membre consommateur, à représenter ses intérêts et à utiliser ses voix à toute séance du Conseil.
3. Un membre qui s'abstient est réputé ne pas avoir utilisé ses voix.

Article 12

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL

1. Le Conseil s'efforce de prendre toutes ses décisions et de faire toutes ses recommandations par consensus.
2. À défaut de consensus, toutes les décisions et toutes les recommandations du Conseil sont adoptées par un vote à la majorité simple répartie, à moins que le présent Accord ne prévoie un vote spécial.
3. Quand un membre invoque les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

Article 13

QUORUM AU CONSEIL

1. Le quorum requis pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres de chaque catégorie visée à l'article 4, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans leur catégorie.
2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance ni le lendemain, le quorum est constitué les jours suivants de la session par la présence de la majorité des membres de chaque catégorie visée à l'article 4, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent la majorité du total des voix dans leur catégorie.
3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

Article 14**LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ET LE PERSONNEL**

1. Le Conseil, par un vote spécial, conformément à l'article 12, nomme le Directeur exécutif.
2. Les modalités et conditions d'engagement du Directeur exécutif sont fixées par le Conseil.
3. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du présent Accord en conformité avec les décisions du Conseil.
4. Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au statut arrêté par le Conseil. Le personnel est responsable devant le Directeur exécutif.
5. Ni le Directeur exécutif ni aucun membre du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce des bois, ni dans des activités commerciales connexes.
6. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte susceptible d'avoir des incidences défavorables sur leur situation de fonctionnaires internationaux responsables en dernier ressort devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des responsabilités du Directeur exécutif et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

Article 15**COOPÉRATION ET COORDINATION
AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS**

1. Pour atteindre les objectifs du présent Accord, le Conseil prend toutes dispositions appropriées aux fins de consultation et de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes et institutions spécialisées, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et d'autres organisations et institutions internationales et régionales compétentes, ainsi qu'avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales et la société civile.
2. L'Organisation utilise, dans toute la mesure possible, les facilités, services et connaissances spécialisées d'organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, de la société civile et du secteur privé, afin d'éviter le chevauchement des efforts réalisés pour atteindre les objectifs du présent Accord et de renforcer la complémentarité et l'efficacité de leurs activités.

3. L'Organisation tire pleinement parti des facilités du Fonds commun pour les produits de base.

Article 16

ADMISSION D'OBSERVATEURS

Le Conseil peut inviter tout État Membre ou observateur de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas partie au présent Accord ou toute organisation mentionnée à l'article 15 intéressés par les activités de l'Organisation à assister en qualité d'observateur aux sessions du Conseil.

CHAPITRE V. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 17

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.
2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des membres pendant qu'ils se trouvent sur le territoire du Japon, continuent d'être régis par l'Accord de siège entre le Gouvernement du Japon et l'Organisation internationale des bois tropicaux signé à Tokyo le 27 février 1988, compte tenu des amendements qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.
3. L'Organisation peut aussi conclure avec un ou plusieurs autres pays des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les pouvoirs, privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.
4. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le membre en question conclut aussitôt que possible, avec l'Organisation, un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil. En attendant la conclusion de cet accord, l'Organisation demande au nouveau gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans les limites de sa législation nationale, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.
5. L'Accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin :
 - a) Par accord entre le gouvernement hôte et l'Organisation;

- b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du gouvernement hôte; ou
- c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 18

COMPTES FINANCIERS

1. Il est institué :
 - a) Le compte administratif, qui est financé par les quotes-parts des membres;
 - b) Le compte spécial et le Fonds pour le Partenariat de Bali, qui sont financés par des contributions volontaires;
 - c) Tous autres comptes que le Conseil juge appropriés et nécessaires.
2. Le Conseil adopte, conformément à l'article 7, des règles de gestion financière qui garantissent une gestion et une administration transparentes des comptes, notamment des règles régissant la liquidation des comptes lors de la fin ou de l'expiration du présent Accord.
3. Le Directeur exécutif est responsable de la gestion de ces comptes financiers devant le Conseil, auquel il rend compte.

Article 19

COMPTE ADMINISTRATIF

1. Les dépenses requises pour l'administration du présent Accord sont imputées sur le compte administratif et sont couvertes au moyen de contributions annuelles versées par les membres, conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles respectives, et calculées conformément aux paragraphes 4, 5 et 6 du présent article.
2. Le Compte administratif finance :
 - a) Les dépenses administratives de base telles que les traitements et prestations, les coûts d'installation et les frais de voyage;
 - b) Les dépenses opérationnelles essentielles liées notamment à la communication et à la vulgarisation, aux réunions d'experts convoquées par le Conseil ainsi qu'à l'élaboration et à la publication d'études et d'évaluations prévues aux articles 24, 27 et 28 du présent Accord.
3. Les dépenses des délégations au Conseil, aux comités et à tous autres organes subsidiaires du Conseil visés à l'article 26 sont à la charge des

membres intéressés. Quand un membre demande des services spéciaux à l'Organisation, le Conseil requiert ce membre d'en prendre le coût à sa charge.

4. Avant la fin de chaque exercice biennal, le Conseil adopte le budget du compte administratif de l'Organisation pour l'exercice biennal suivant et fixe la contribution de chaque membre à ce budget.

5. Les contributions au compte administratif pour chaque exercice biennal sont calculées de la manière suivante :

- a) Les dépenses mentionnées au paragraphe 2 a) du présent article sont financées à parts égales par les membres producteurs et les membres consommateurs, la contribution de chaque membre étant proportionnelle au rapport qui existe entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total de voix de son groupe;
- b) Les dépenses mentionnées au paragraphe 2 b) du présent article sont financées à hauteur de 20 % par les producteurs et de 80 % par les consommateurs, la contribution de chaque membre étant proportionnelle au rapport qui existe entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total de voix de son groupe;
- c) Les dépenses mentionnées au paragraphe 2 b) du présent article ne doivent pas dépasser un tiers des dépenses mentionnées au paragraphe 2 a) du présent article. Le Conseil peut, par consensus, décider de modifier ce plafond pour un exercice biennal déterminé;
- d) Le Conseil peut apprécier la mesure dans laquelle le compte administratif et les comptes financés par des contributions volontaires contribuent au bon fonctionnement de l'Organisation dans le cadre de l'évaluation mentionnée à l'article 33;
- e) Pour le calcul des contributions, les voix de chaque membre se comptent sans prendre en considération la suspension du droit de vote d'un membre quelconque ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

6. Le Conseil fixe la contribution initiale de tout membre qui adhère à l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre de voix que ce membre doit détenir et de la fraction non écoulee de l'exercice biennal en cours, mais les contributions demandées aux autres membres pour l'exercice biennal en cours ne s'en trouvent pas changées.

7. Les contributions au compte administratif sont exigibles le premier jour de chaque exercice. Les contributions des membres pour l'exercice biennal au cours duquel ils deviennent membres de l'Organisation sont exigibles à la date à laquelle ils deviennent membres.

8. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au compte administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 7 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si ce membre n'a toujours pas versé sa contribution dans les deux mois qui suivent cette demande, il est prié d'indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas pu en effectuer le paiement. S'il n'a toujours pas versé sa contribution sept mois après la date à laquelle elle est exigible, son droit de vote est suspendu jusqu'au versement intégral de sa contribution, à moins que le Conseil, par un vote spécial conformément à l'article 12, n'en décide autrement. Si un membre n'a pas versé l'intégralité de sa contribution pendant deux années consécutives, compte tenu des dispositions de l'article 30, il ne peut plus soumettre de propositions de projet ou d'avant-projet pour un financement en vertu du paragraphe 1 de l'article 25.

9. Si un membre a versé intégralement sa contribution au compte administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 7 du présent article, ce membre bénéficie d'une remise de contribution selon les modalités fixées par le Conseil dans les règles de gestion financière de l'Organisation.

10. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 8 du présent article reste tenu de verser sa contribution.

Article 20

COMPTE SPÉCIAL

1. Le compte spécial comprend deux comptes subsidiaires :
 - a) Le compte subsidiaire des programmes thématiques;
 - b) Le compte subsidiaire des projets.
2. Les sources possibles de financement du compte spécial sont les suivantes :
 - a) Fonds commun pour les produits de base;
 - b) Institutions financières régionales et internationales;
 - c) Contributions volontaires des membres;
 - d) Autres sources.
3. Le Conseil définit les critères et les procédures pour un fonctionnement transparent du compte spécial. Ces procédures tiennent compte de la nécessité d'une représentation équilibrée des membres, y compris des membres donateurs, dans le fonctionnement du compte subsidiaire des programmes thématiques et du compte subsidiaire des projets.

4. Le compte subsidiaire des programmes thématiques a pour objet de faciliter le versement de contributions non affectées pour le financement d'avant-projets, de projets et d'activités approuvés qui sont conformes aux programmes thématiques définis par le Conseil sur la base des priorités fixées concernant les orientations et les projets, conformément aux articles 24 et 25.
5. Les donateurs peuvent affecter leurs contributions à des programmes thématiques spécifiques ou demander au Directeur exécutif de leur faire des propositions d'affectation de leurs contributions.
6. Le Directeur exécutif fait rapport périodiquement au Conseil sur l'affectation et l'utilisation des fonds du compte subsidiaire des programmes thématiques et sur l'exécution, le suivi et l'évaluation des avant-projets, projets et activités, ainsi que sur les ressources financières nécessaires à la bonne exécution des programmes thématiques.
7. Le compte subsidiaire des projets a pour objet de faciliter le versement de contributions affectées pour le financement d'avant-projets, de projets et d'activités approuvés, conformément aux articles 24 et 25.
8. Les contributions au compte subsidiaire des projets affectées à un avant-projet, à un projet ou à une activité ne sont utilisées que pour l'exécution de l'avant-projet, du projet ou de l'activité auxquels elles ont été affectées, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le donateur en consultation avec le Directeur exécutif. À l'achèvement ou à l'expiration d'un avant-projet, d'un projet ou d'une activité, le donateur décide de l'utilisation des éventuels fonds restants.
9. Pour assurer un financement prévisible du compte spécial, étant donné le caractère volontaire des contributions, les membres s'efforcent d'en reconstituer les ressources à un niveau suffisant afin que les avant-projets, projets et activités approuvés par le Conseil puissent être pleinement exécutés.
10. Toutes les recettes se rapportant à des avant-projets, à des projets et à des activités spécifiques au titre du compte subsidiaire des projets ou du compte subsidiaire des programmes thématiques sont portées au compte correspondant. Toutes les dépenses relatives à ces avant-projets, projets ou activités, y compris la rémunération et les frais de voyage de consultants et d'experts, sont imputées au compte subsidiaire correspondant.
11. L'appartenance à l'Organisation n'entraîne, pour aucun membre, de responsabilité quelconque à raison des mesures prises par tout autre membre ou toute autre entité concernant des avant-projets, des projets ou des activités.

12. Le Directeur exécutif aide à élaborer des propositions d'avant-projet, de projet et d'activité conformément aux articles 24 et 25 et s'attache à rechercher, aux conditions et selon les modalités que le Conseil peut fixer, un financement adéquat et sûr pour les avant-projets, les projets et les activités approuvés.

Article 21

FONDS POUR LE PARTENARIAT DE BALI

1. Il est créé un fonds pour la gestion durable des forêts productrices de bois tropicaux, destiné à aider les membres producteurs à faire les investissements nécessaires pour atteindre l'objectif stipulé à l'alinéa *d* de l'article premier du présent Accord.
2. Le Fonds est constitué par :
 - a) Des contributions de membres donateurs;
 - b) 50 % des revenus procurés par les activités relatives au compte spécial;
 - c) Des ressources provenant d'autres sources, privées et publiques, que l'Organisation peut, en conformité avec ses règles de gestion financière, accepter;
 - d) Des ressources provenant d'autres sources approuvées par le Conseil.
3. Les ressources du Fonds sont allouées par le Conseil uniquement à des avant-projets et projets répondant aux fins énoncées au paragraphe 1 du présent article et approuvés conformément aux articles 24 et 25.
4. Pour l'affectation des ressources du Fonds, le Conseil définit des critères et priorités concernant l'utilisation des fonds, en tenant compte :
 - a) Des besoins des membres qu'il est nécessaire d'aider pour que leurs exportations de bois tropicaux et de produits dérivés proviennent de sources gérées de façon durable;
 - b) Des besoins des membres pour se doter et gérer d'importants programmes de conservation des forêts productrices de bois d'œuvre;
 - c) Des besoins des membres pour mettre en œuvre des programmes de gestion durable des forêts.
5. Le Directeur exécutif aide à élaborer des propositions de projet conformément à l'article 25, et s'attache à rechercher, aux conditions et selon les modalités que le Conseil peut fixer, un financement adéquat et sûr pour les projets approuvés par le Conseil.

6. Les membres s'efforcent de reconstituer les ressources du Fonds pour le Partenariat de Bali à un niveau suffisant afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Fonds.
7. Le Conseil vérifie périodiquement si les ressources dont dispose le Fonds sont suffisantes et s'attache à obtenir les ressources supplémentaires dont ont besoin les membres producteurs pour répondre à la finalité du Fonds.

Article 22

MODES DE PAIEMENT

1. Les contributions financières aux comptes créés à l'article 18 sont payables en monnaies librement convertibles et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.
2. Le Conseil peut aussi décider d'accepter des contributions aux comptes créés à l'article 18 autres que le compte administratif sous d'autres formes, y compris sous forme de matériel ou personnel scientifique et technique, pour répondre aux besoins des projets approuvés.

Article 23

VÉRIFICATION ET PUBLICATION DES COMPTES

1. Le Conseil nomme des vérificateurs indépendants chargés de vérifier les comptes de l'Organisation.
2. Des états des comptes créés à l'article 18, vérifiés par les vérificateurs indépendants, sont mis à la disposition des membres aussitôt que possible après la fin de chaque exercice, mais pas plus de six mois après cette date, et le Conseil les examine en vue de leur approbation à sa session suivante, selon qu'il convient. Un état récapitulatif des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII. ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Article 24

ACTIVITÉS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION

1. Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article premier, l'Organisation entreprend des activités de politique générale et des activités de projet en procédant de manière intégrée.
2. Les activités de politique générale de l'Organisation doivent contribuer à la réalisation des objectifs du présent Accord pour tous les membres de l'OIBT.

3. Le Conseil élabore périodiquement un plan d'action qui inspire les activités de politique générale et définit les priorités et les programmes thématiques évoqués au paragraphe 4 de l'article 20 du présent Accord. Les priorités définies dans le plan d'action figurent dans les programmes de travail approuvés par le Conseil. Les activités de politique générale comprennent la conception et l'élaboration de directives, de manuels, d'études, de rapports, d'outils de communication et de vulgarisation de base, ainsi que des activités analogues définies dans le plan d'action de l'Organisation.

Article 25

ACTIVITÉS DE PROJET DE L'ORGANISATION

1. Les membres et le Directeur exécutif peuvent soumettre des propositions d'avant-projet et de projet qui contribuent à la réalisation des objectifs du présent Accord et dans un ou plusieurs domaines prioritaires ou programmes thématiques définis dans le plan d'action approuvé par le Conseil conformément à l'article 24.
2. Pour approuver les avant-projets et les projets, le Conseil établit des critères qui tiennent notamment compte de leur pertinence par rapport aux objectifs du présent Accord ainsi qu'aux domaines prioritaires ou aux programmes thématiques, de leurs conséquences environnementales et sociales, de leurs liens avec les stratégies et programmes forestiers nationaux, de leur rentabilité, des besoins techniques et régionaux, de la nécessité d'éviter les chevauchements d'efforts et de celle d'intégrer les enseignements tirés.
3. Le Conseil met en place un programme et des procédures pour la soumission, l'étude, l'approbation et le classement par ordre de priorité des avant-projets et des projets pour lesquels un financement de l'Organisation est sollicité, ainsi que pour leur exécution, leur suivi et leur évaluation.
4. Le Directeur exécutif peut suspendre le déboursement des fonds de l'Organisation pour un avant-projet ou un projet si ces fonds ne sont pas utilisés conformément au descriptif du projet, ou en cas d'abus de confiance, de gaspillage, de négligence ou de mauvaise gestion. Le Directeur exécutif présente un rapport au Conseil à sa session suivante, pour examen. Le Conseil prend les décisions qui s'imposent.
5. Le Conseil peut, en fonction des critères convenus, limiter le nombre des projets et avant-projets qu'un membre ou le Directeur exécutif peut proposer durant un cycle de projets. Il peut aussi prendre les mesures qui s'imposent en décidant par exemple de ne plus parrainer un avant-projet ou un projet suite au rapport présenté par le Directeur exécutif.

Article 26**COMITÉS ET ORGANES SUBSIDIAIRES**

1. Les comités ci-après sont institués en tant que comités de l'Organisation, et sont ouverts à tous les membres :
 - a) Comité de l'industrie forestière;
 - b) Comité de l'économie, des statistiques et des marchés;
 - c) Comité du reboisement et de la gestion forestière;
 - d) Comité des finances et de l'administration.
2. Le Conseil peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, instituer ou dissoudre des comités et organes subsidiaires selon qu'il conviendra.
3. Le Conseil détermine le fonctionnement et la portée des activités des comités et des autres organes subsidiaires. Les comités et autres organes subsidiaires rendent compte au Conseil et travaillent sous son autorité.

**CHAPITRE VIII. STATISTIQUES, ÉTUDES
ET INFORMATION****Article 27****STATISTIQUES, ÉTUDES ET INFORMATION**

1. Le Conseil autorise le Directeur exécutif à établir et entretenir des relations étroites avec les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales compétentes pour faciliter l'obtention de données et d'informations récentes et fiables, notamment sur la production et le commerce des bois tropicaux, les tendances et les discordances entre données, ainsi que d'informations pertinentes sur les bois non tropicaux et sur la gestion durable des forêts productrices de bois d'œuvre. Selon qu'elle le juge nécessaire pour le fonctionnement du présent Accord, l'Organisation, en coopération avec ces organisations, rassemble, compile, analyse et publie de tels renseignements.
2. L'Organisation contribue aux efforts déployés pour normaliser et harmoniser la présentation au plan international de rapports sur les questions forestières en évitant les chevauchements et doubles emplois dans la collecte des données réalisée par diverses organisations.
3. Les membres communiquent, dans toute la mesure où leur législation nationale le permet et dans le délai indiqué par le Directeur exécutif, des statistiques et des informations sur les bois, leur commerce et les activités visant à assurer une gestion durable des forêts productrices de bois d'œuvre, ainsi que d'autres renseignements demandés par le Conseil. Le Conseil décide du type d'informations à fournir en application du présent

paragraphe et de la manière dont ces informations doivent être présentées.

4. Sur demande et si nécessaire, le Conseil s'attache à renforcer la capacité technique des pays membres, en particulier des pays en développement, de fournir les statistiques et de présenter les rapports exigés en vertu du présent Accord.

5. Si un membre n'a pas fourni, pendant deux années consécutives, les statistiques et informations demandées au paragraphe 3 du présent Accord et n'a pas sollicité l'assistance du Directeur exécutif, celui-ci lui demande de s'expliquer en fixant un délai précis. Si aucune explication satisfaisante n'est donnée, le Conseil prend les mesures qu'il juge appropriées.

6. Le Conseil fait périodiquement établir les études pertinentes sur les tendances et sur les problèmes à court terme et à long terme des marchés internationaux du bois ainsi que sur les progrès accomplis dans la voie d'une gestion durable des forêts productrices de bois d'œuvre.

Article 28

RAPPORT ANNUEL ET EXAMEN BIENNAL

1. Le Conseil publie un rapport annuel sur ses activités et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

2. Le Conseil examine et évalue tous les deux ans :

- a) La situation internationale concernant le bois d'œuvre;
- b) Les autres facteurs, questions et faits nouveaux qu'il juge en rapport avec la réalisation des objectifs du présent Accord.

3. L'examen est effectué compte tenu :

- a) Des renseignements communiqués par les membres sur la production, le commerce, l'offre, les stocks, la consommation et les prix nationaux des bois d'œuvre;
- b) Des autres données statistiques et indicateurs spécifiques fournis par les membres à la demande du Conseil;
- c) Des renseignements fournis par les membres sur les progrès accomplis dans la voie d'une gestion durable des forêts productrices de bois d'œuvre;
- d) Des autres renseignements pertinents que le Conseil peut se procurer, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales, gouvernementales ou non gouvernementales;

- e) Des renseignements fournis par les membres sur les progrès accomplis dans la mise en place de mécanismes de contrôle et d'information sur l'exploitation illégale et le commerce illégal de bois tropicaux et de produits forestiers autres que le bois d'œuvre.
4. Le Conseil encourage un échange de vues entre les pays membres sur :
- a) La situation en ce qui concerne la gestion durable des forêts productrices de bois d'œuvre et des questions connexes dans les pays membres;
 - b) Les flux de ressources et les besoins en ce qui concerne les objectifs, les critères et les directives fixés par l'Organisation.
5. Sur demande, le Conseil s'attache à renforcer la capacité technique des pays membres, en particulier des pays membres en développement, de se procurer les données nécessaires à un partage de l'information adéquat, notamment en fournissant aux membres des ressources pour la formation et des facilités.
6. Les résultats de l'examen sont consignés dans le rapport de la session du Conseil correspondant.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES MEMBRES

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettent tout en œuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation de ses objectifs et évitent toute action qui y serait contraire.
2. Les membres s'engagent à accepter et à appliquer les décisions que le Conseil prend en vertu des dispositions du présent Accord et veillent à s'abstenir d'appliquer des mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

Article 30

DISPENSES

1. Quand des circonstances exceptionnelles, des situations d'urgence ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Le Conseil, quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, en précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs.

Article 31

PLAINTES ET DIFFÉRENDS

Tout membre peut saisir le Conseil de toute plainte contre un autre membre pour manquement aux obligations contractées en vertu du présent Accord et de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord. Les décisions du Conseil en la matière sont prises par consensus, nonobstant toute autre disposition du présent Accord, sont définitives et ont force obligatoire.

Article 32

MESURES DIFFÉRENCIÉES ET CORRECTIVES ET MESURES SPÉCIALES

1. Les membres consommateurs qui sont des pays en développement et dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord peuvent demander au Conseil des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre des mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. Les membres appartenant à la catégorie des pays les moins avancés telle qu'elle est définie par l'Organisation des Nations Unies peuvent demander au Conseil à bénéficier de mesures spéciales, conformément au paragraphe 4 de la section III de la résolution 93 (IV) et aux paragraphes 56 et 57 de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés.

Article 33

RÉEXAMEN

Le Conseil peut évaluer l'application du présent Accord, y compris les objectifs et les mécanismes financiers, cinq ans après l'entrée en vigueur de celui-ci.

Article 34

NON-DISCRIMINATION

Rien dans le présent Accord n'autorise le recours à des mesures visant à restreindre ou à interdire le commerce international du bois d'œuvre et des produits dérivés, en particulier en ce qui concerne les importations et l'utilisation du bois d'œuvre et des produits dérivés.

CHAPITRE X. DISPOSITIONS FINALES**Article 35****DÉPOSITAIRE**

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 36**SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION
ET APPROBATION**

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à compter du 3 avril 2006 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la date de son entrée en vigueur.
2. Tout gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article peut :
 - a) Au moment de signer le présent Accord, déclarer que par cette signature il exprime son consentement à être lié par le présent Accord (signature définitive); ou
 - b) Après avoir signé le présent Accord, le ratifier, l'accepter ou l'approuver par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.
3. Lors de la signature et de la ratification, de l'acceptation ou l'approbation, de l'adhésion ou de l'application à titre provisoire, la Communauté européenne ou toute organisation intergouvernementale mentionnée au paragraphe 1 de l'article 5 dépose une déclaration émanant de l'autorité appropriée de ladite organisation dans laquelle sont précisées la nature et l'étendue de ses compétences sur les questions régies par le présent Accord, et elle informe le dépositaire de toute modification ultérieure substantielle de ses compétences. Lorsque l'organisation considérée déclare que toutes les questions régies par le présent Accord relèvent de sa compétence exclusive, les États qui en sont membres n'ont pas à agir selon les dispositions du paragraphe 2 de l'article 36, de l'article 37 et de l'article 38, ou prennent les dispositions prévues à l'article 41 ou retirent la notification d'application à titre provisoire prévue à l'article 38.

Article 37**ADHÉSION**

1. Les gouvernements peuvent adhérer au présent Accord aux conditions déterminées par le Conseil, qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil transmet ces conditions au

dépositaire. Il peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne sont pas en mesure d'adhérer dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article 38

NOTIFICATION D'APPLICATION À TITRE PROVISOIRE

Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera l'Accord à titre provisoire, en conformité avec ses lois et règlements, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 39, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

Article 39

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1^{er} février 2008 ou à toute date ultérieure, si 12 gouvernements de producteurs détenant au moins 60 % du total des voix attribuées conformément à l'Annexe A du présent Accord et 10 gouvernements de consommateurs mentionnés à l'Annexe B et représentant au moins 60 % du volume mondial des importations de bois tropicaux enregistré en 2005, année de référence, ont signé définitivement le présent Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 ou à l'article 37.

2. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre définitif le 1^{er} février 2008, il entrera en vigueur à titre provisoire à cette date ou à toute date se situant dans les six mois qui suivent, si 10 gouvernements de producteurs détenant au moins 50 % du total des voix attribuées conformément à l'Annexe A du présent Accord et sept gouvernements de consommateurs mentionnés à l'Annexe B et représentant au moins 50 % du volume mondial des importations de bois tropicaux enregistré en 2005, année de référence, ont signé définitivement l'Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé conformément au paragraphe 2 de l'article 36 ou ont notifié au dépositaire conformément à l'article 38 qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire.

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article ne sont pas remplies le 1^{er} septembre 2008, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invite les gouvernements qui ont signé définitivement le présent Accord ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé conformément au paragraphe 2 de l'article 36, ou qui ont notifié au dépositaire qu'ils appliquent le présent Accord à titre provisoire, à se réunir le plus tôt

possible pour décider si l'Accord entrera en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Les gouvernements qui décident de mettre le présent Accord en vigueur entre eux à titre provisoire peuvent se réunir de temps à autre pour reconsidérer la situation et décider si l'Accord entrera en vigueur entre eux à titre définitif.

4. Pour tout gouvernement qui n'a pas notifié au dépositaire, conformément à l'article 38, qu'il applique le présent Accord à titre provisoire et qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur de l'Accord, celui-ci entre en vigueur à la date de ce dépôt.

5. Le Directeur exécutif de l'Organisation convoque le Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 40

AMENDEMENTS

1. Le Conseil peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, recommander aux membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent avoir notifié au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Un amendement entre en vigueur 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres producteurs et totalisant au moins 75 % des voix des membres producteurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres consommateurs et totalisant au moins 75 % des voix des membres consommateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 41

RETRAIT

1. Tout membre peut dénoncer le présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Il informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.
2. Le retrait prend effet 90 jours après que le dépositaire en a reçu notification.
3. Le retrait n'exonère pas les membres des obligations financières contractées envers l'Organisation.

Article 42

EXCLUSION

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'Accord, il peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, exclure ce membre de l'Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie au présent Accord six mois après la date de la décision du Conseil.

Article 43

LIQUIDATION DES COMPTES DES MEMBRES QUI SE RETIRENT OU SONT EXCLUS OU DES MEMBRES QUI NE SONT PAS EN MESURE D'ACCEPTER UN AMENDEMENT

1. Le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie au présent Accord en raison :
 - a) De la non-acceptation d'un amendement à l'Accord en application de l'article 40;
 - b) Du retrait de l'Accord en application de l'article 41; ou
 - c) De l'exclusion de l'Accord en application de l'article 42.
2. Le Conseil garde toute quote-part ou contribution versée par un membre qui cesse d'être partie au présent Accord aux comptes financiers créés en vertu de l'article 18.

3. Un membre qui a cessé d'être partie au présent Accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation ni des autres avoirs de l'Organisation. Il ne peut lui être imputé non plus aucune part du déficit éventuel de l'Organisation quand le présent Accord prend fin.

Article 44

DURÉE, PROROGATION ET FIN DE L'ACCORD

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de 10 ans à compter de la date de son entrée en vigueur à moins que le Conseil ne décide, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, de le proroger, de le renégocier ou d'y mettre fin conformément aux dispositions du présent article.
2. Le Conseil peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, décider de proroger le présent Accord pour deux périodes, une période initiale de cinq ans, puis une période additionnelle de trois ans.
3. Si, avant l'expiration de la période de 10 ans visée au paragraphe 1 du présent article, ou avant l'expiration d'une période de prorogation visée au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, proroger le présent Accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord.
4. Si un nouvel accord est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.
5. Le Conseil peut à tout moment, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.
6. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas 18 mois pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes et, sous réserve des décisions pertinentes à prendre par vote spécial conformément à l'article 12, il a pendant ladite période les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.
7. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en application du présent article.

Article 45**RÉSERVES**

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

Article 46**DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES
ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

1. Le présent Accord succède à l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux.
2. Toutes les dispositions prises en vertu de l'Accord international de 1983 sur les bois tropicaux ou de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, soit par l'Organisation ou par l'un de ses organes, soit en leur nom, qui seront en application à la date d'entrée en vigueur du présent Accord et dont il n'est pas spécifié que l'effet expire à cette date resteront en application, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent Accord.

FAIT à Genève le vingt-sept janvier deux mille six, les textes de l'Accord en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe faisant également foi.

ANNEXE A

**Liste des gouvernements participant à la Conférence
des Nations Unies pour la négociation d'un accord
destiné à succéder à l'Accord international de 1994
sur les bois tropicaux qui sont des membres producteurs
potentiels aux termes de l'article 2 (Définitions)
et attribution indicative des voix conformément
à l'article 10 (Répartition des voix)**

Membres	Total des voix
AFRIQUE	249
Angola	18
Bénin	17
Cameroun*	18
Côte d'Ivoire*	18
Gabon*	18
Ghana*	18
Libéria*	18
Madagascar	18
Nigéria*	18
République centrafricaine*	18
République démocratique du Congo*	18
République du Congo*	18
Rwanda	17
Togo*	17
ASIE-PACIFIQUE	389
Cambodge*	15
Fidji*	14
Inde*	22
Indonésie*	131
Malaisie*	105

* Membre de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux.

Myanmar*	33
Papouasie-Nouvelle-Guinée*	25
Philippines*	14
Thaïlande*	16
Vanuatu*	14
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	362
Barbade	7
Bolivie*	19
Brésil*	157
Colombie*	19
Costa Rica	7
Équateur*	11
Guatemala*	8
Guyana*	12
Haïti	7
Honduras*	8
Mexique*	15
Nicaragua	8
Panama*	8
Paraguay	10
Pérou*	24
République dominicaine	7
Suriname*	10
Trinité-et-Tobago*	7
Venezuela*	18
TOTAL	1 000

ANNEXE B

**Liste des gouvernements participant à la Conférence
des Nations Unies pour la négociation d'un accord
destiné à succéder à l'Accord international de 1994
sur les bois tropicaux qui sont des membres consommateurs
potentiels aux termes de l'article 2 (Définitions)**

Albanie
Algérie
Australie*
Canada*
Chine*
Communauté européenne*
 Allemagne*
 Autriche*
 Belgique*
 Espagne*
 Estonie
 Finlande*
 France*
 Grèce*
 Irlande*
 Italie*
 Lituanie
 Luxembourg*
 Pays-Bas*
 Pologne
 Portugal*
 République tchèque
 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*
 Slovaquie
 Suède*
Égypte*
États-Unis d'Amérique*
Iran (République islamique d')
Iraq
Jamahiriya arabe libyenne
Japon*
Lesotho
Maroc
Népal*
Nouvelle-Zélande*

* Membre de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux.

Norvège*
République de Corée*
Suisse*

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 2006 SUI LEGNI TROPICALI**PREAMBOLO**

Le parti contraenti del presente accordo,

a) richiamandosi alla dichiarazione e al programma d'azione concernenti l'instaurazione di un nuovo ordinamento economico internazionale, al programma integrato per i prodotti di base, al nuovo partenariato per lo sviluppo nonché allo "spirito di São Paulo" e al "consenso di São Paulo", adottati dall'UNCTAD XI;

b) richiamandosi inoltre all'accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali e all'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali e riconoscendo l'operato dell'Organizzazione internazionale dei legni tropicali, nonché i risultati da essa conseguiti sin dalla sua istituzione, tra cui una strategia finalizzata ad assicurare che i legni tropicali che formano oggetto di commercio internazionale provengano da fonti gestite in modo sostenibile;

c) richiamandosi inoltre alla dichiarazione di Johannesburg e al relativo piano di attuazione adottati nel settembre 2002 dal vertice mondiale sullo sviluppo sostenibile, al Forum delle Nazioni Unite sulle foreste istituito nell'ottobre 2000 e all'istituzione connessa del partenariato di cooperazione sulle foreste, di cui l'Organizzazione internazionale dei legni tropicali è membro, nonché alla dichiarazione di Rio sull'ambiente e lo sviluppo, all'enunciazione autorevole, giuridicamente non vincolante, di principi per un consensus globale sulla gestione, sulla conservazione e sullo sviluppo sostenibile di ogni tipo di foresta e ai capitoli pertinenti dell'Agenda 21 adottata dalla conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo nel giugno 1992, alla convenzione quadro delle Nazioni Unite sui cambiamenti climatici, alla convenzione delle Nazioni Unite sulla biodiversità e alla convenzione delle Nazioni Unite sulla lotta contro la desertificazione;

d) riconoscendo che, in base alla Carta delle Nazioni Unite e ai principi del diritto internazionale, gli Stati hanno il diritto sovrano di sfruttare le proprie risorse secondo le rispettive politiche ambientali e hanno la responsabilità di assicurare che le attività sottoposte alla loro giurisdizione o al loro controllo non causino danni all'ambiente di altri Stati o di zone situate oltre i limiti della giurisdizione nazionale, come indicato nel principio 1 a) dell'enunciazione autorevole, giuridicamente non vincolante, di principi per un consensus globale sulla gestione, sulla conservazione e sullo sviluppo sostenibile di ogni tipo di foresta;

e) riconoscendo l'importanza del legname e del commercio connesso per le economie dei paesi produttori di legname;

f) riconoscendo inoltre l'importanza dei molteplici benefici economici, ambientali e sociali derivanti dalle foreste, tra cui il legname e i prodotti forestali diversi dal legname e i servizi ambientali, nel quadro di una gestione sostenibile delle foreste a livello locale, nazionale e mondiale nonché il contributo che la gestione sostenibile delle foreste apporta allo sviluppo sostenibile e alla riduzione della povertà, nonché al conseguimento di obiettivi di sviluppo concordati a livello internazionale, tra cui quelli contenuti nella dichiarazione del Millennio;

g) riconoscendo inoltre la necessità di promuovere e applicare alla gestione sostenibile delle foreste criteri e indicatori comparabili, quali strumenti fondamentali, per tutti i membri, per valutare, controllare e stimolare i progressi verso una gestione sostenibile delle loro foreste;

h) tenendo conto dei rapporti esistenti tra commercio dei legni tropicali e mercato internazionale del legname, da un lato, ed economia mondiale in generale, dall'altro, nonché della necessità di collocarsi in una prospettiva globale per rendere più trasparente il mercato internazionale del legname;

i) ribadendo il loro impegno ad ottenere quanto prima possibile che le esportazioni di legni tropicali e di prodotti derivati provengano da fonti gestite in modo sostenibile (*obiettivo fissato dall'Organizzazione internazionale dei legni tropicali per il 2000*) e ricordando l'istituzione del Fondo per il partenariato di Bali;

j) rammentando l'impegno, assunto dai membri consumatori nel gennaio 1994, di mantenere o conseguire la gestione sostenibile delle loro foreste;

k) prendendo atto del ruolo che svolgono il buon governo, disposizioni chiare in materia di proprietà fondiaria e il coordinamento intersettoriale ai fini della gestione sostenibile delle foreste e delle esportazioni di legname ottenuto legalmente;

l) riconoscendo l'importanza che riveste, nella promozione della gestione sostenibile delle foreste, la collaborazione tra i membri, le organizzazioni internazionali, il settore privato e la società civile, comprese le comunità autoctone e locali, nonché gli altri soggetti interessati;

m) riconoscendo inoltre l'importanza di tale collaborazione per migliorare l'applicazione della legislazione forestale e favorire il commercio di legname tagliato legalmente;

n) osservando che il potenziamento della capacità delle comunità autoctone e locali che dipendono dalle foreste, compresi i proprietari o i gestori delle foreste, può contribuire al conseguimento degli obiettivi del presente accordo;

o) rilevando inoltre la necessità di migliorare il tenore di vita e le condizioni di lavoro nell'ambito del settore forestale, tenendo conto dei relativi principi riconosciuti a livello internazionale in materia nonché delle convenzioni e degli strumenti pertinenti dell'Organizzazione internazionale del lavoro;

p) osservando che, rispetto ai prodotti concorrenti, il legname è una materia prima efficiente dal punto di vista energetico, rinnovabile e ecologica;

q) riconoscendo la necessità di maggiori investimenti nella gestione sostenibile delle foreste, ad esempio reinvestendo gli introiti ottenuti dalle foreste, tra cui quelli derivanti dal commercio connesso con il legname;

r) riconoscendo inoltre i benefici di prezzi di mercato che riflettono i costi della gestione sostenibile delle foreste;

s) riconoscendo inoltre che per conseguire gli obiettivi del presente accordo occorrono risorse finanziarie più cospicue e prevedibili provenienti da una nutrita comunità di donatori;

t) sottolineando le particolari esigenze dei paesi produttori di legni tropicali meno sviluppati,

hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I**OBIETTIVI****Articolo 1****OBIETTIVI**

L'accordo internazionale del 2006 sui legni tropicali (in appresso denominato "il presente accordo") si prefigge di favorire l'espansione e la diversificazione del commercio internazionale di legni tropicali provenienti da foreste gestite in modo sostenibile e tagliate legalmente e di promuovere la gestione sostenibile delle foreste produttrici di legni tropicali:

a) offrendo un efficiente quadro di consultazione, cooperazione internazionale ed elaborazione di politiche per tutti i membri in relazione a tutti i pertinenti aspetti dell'economia mondiale del legname;

b) offrendo un forum di consultazione finalizzato a promuovere pratiche di commercio del legname non discriminatorie;

c) contribuendo allo sviluppo sostenibile e alla riduzione della povertà;

d) potenziando la capacità dei membri di attuare strategie volte ad ottenere che le esportazioni di legni tropicali e di prodotti derivati provengano da fonti gestite in maniera sostenibile;

e) promuovendo una migliore comprensione delle condizioni strutturali dei mercati internazionali, in particolare delle tendenze a lungo termine del consumo e della produzione, dei fattori che incidono sull'accesso al mercato, delle preferenze dei consumatori e dei prezzi al consumo, nonché delle condizioni che permettono di riflettere nei prezzi i costi della gestione sostenibile delle foreste;

f) favorendo e sostenendo la ricerca e lo sviluppo, ai fini di una migliore gestione forestale, di un'utilizzazione più efficiente del legname e di una maggiore competitività dei suoi prodotti derivati rispetto ad altri materiali, nonché per potenziare la capacità di conservare e promuovere altri valori forestali nelle foreste tropicali produttrici di legname;

g) sviluppando e facilitando la creazione di meccanismi che permettano di mobilitare nuove risorse finanziarie supplementari al fine di promuovere l'adeguatezza e la prevedibilità dei finanziamenti e delle competenze tecniche necessari per rafforzare la capacità dei membri produttori di conseguire gli obiettivi del presente accordo;

h) migliorando le informazioni inerenti al mercato e promuovendo lo scambio di informazioni sul mercato internazionale del legname per assicurare una maggiore trasparenza e una migliore informazione riguardo ai mercati e alle relative tendenze, in particolare attraverso la raccolta, la compilazione e la diffusione di dati relativi agli scambi commerciali, in particolare quelli relativi alle specie commercializzate;

- i) favorendo una più intensa e accentuata trasformazione di legni tropicali provenienti da fonti sostenibili nei paesi membri produttori, al fine di promuoverne l'industrializzazione e di accrescerne in tal modo le possibilità di occupazione e i proventi d'esportazione;
- j) incoraggiando i membri a sostenere e a sviluppare attività di rimboschimento con legni tropicali nonché la ricostituzione e il ripristino delle superfici forestali degradate, tenendo debitamente conto degli interessi delle comunità locali che dipendono dalle risorse forestali;
- k) migliorando la commercializzazione e la distribuzione delle esportazioni di legni tropicali e dei prodotti derivati provenienti da fonti gestite in modo sostenibile e tagliate legalmente e che vengono commercializzati in modo legale, senza dimenticare la sensibilizzazione dei consumatori;
- l) potenziando la capacità dei membri di raccogliere, elaborare e diffondere statistiche relative al loro commercio di legname nonché informazioni sulla gestione sostenibile delle loro foreste tropicali;
- m) incoraggiando i membri a elaborare politiche nazionali volte a garantire l'utilizzazione e la conservazione sostenibili delle foreste produttrici di legname, nonché a mantenere l'equilibrio ecologico, nell'ambito del commercio dei legni tropicali;
- n) potenziando la capacità dei membri di migliorare l'applicazione della legislazione forestale e la *governance* nel settore e di lottare contro i disboscamenti illegali e il commercio di legni tropicali connesso;
- o) incoraggiando lo scambio di informazioni per migliorare la comprensione dei meccanismi volontari, tra cui la certificazione, al fine di promuovere la gestione sostenibile delle foreste tropicali, e appoggiando gli sforzi compiuti dai membri in questo settore;
- p) favorendo l'accesso alle tecnologie e il loro trasferimento nonché la cooperazione tecnica per realizzare gli obiettivi del presente accordo, anche secondo modalità e condizioni di favore e preferenziali, da concordare;
- q) promuovendo una migliore comprensione del contributo dato dai prodotti forestali diversi dal legname e dai servizi ambientali alla gestione sostenibile delle foreste tropicali, nell'ottica di rafforzare la capacità dei membri di sviluppare strategie di supporto a tale contributo nel contesto della gestione sensibile delle foreste e cooperando a tal fine con i pertinenti processi e istituzioni;
- r) incoraggiando i membri a riconoscere il ruolo delle comunità autoctone e locali che dipendono dalle foreste nella realizzazione della gestione sostenibile delle foreste, e a sviluppare strategie intese a potenziarne la capacità di gestire in modo sostenibile le foreste produttrici di legni tropicali;
- s) individuando e affrontando le questioni nuove ed emergenti in materia.

CAPITOLO II

DEFINIZIONI

Articolo 2

DEFINIZIONI

Ai fini del presente accordo:

1. per “legni tropicali” si intende il legno tropicale per uso industriale, cresciuto o prodotto nei paesi situati tra il tropico del Cancro e il tropico del Capricorno. Il termine si applica al legno in tronchi, al legno segato, alle impiallaccature e al legno compensato;
2. la “gestione sostenibile delle foreste” verrà intesa secondo i pertinenti documenti strategici e orientamenti tecnici dell’Organizzazione;
3. per “membro” si intende un governo, la Comunità europea o un’organizzazione intergovernativa ai sensi dell’articolo 5, che abbiano acconsentito ad essere vincolati dal presente accordo, indipendentemente dal fatto che quest’ultimo sia in vigore a titolo provvisorio o definitivo;
4. per “membro produttore” si intende qualsiasi membro situato tra il tropico del Cancro e il tropico del Capricorno dotato di risorse tropicali e/o esportatore netto di legni tropicali in termini di volume, che sia menzionato nell’allegato A e diventi parte contraente del presente accordo, oppure qualsiasi membro non menzionato nell’allegato A, dotato di risorse tropicali e/o esportatore netto di legni tropicali in termini di volume, che diventi parte contraente del presente accordo e che il Consiglio, con il benestare di detto membro, dichiari membro produttore;
5. per “membro consumatore” si intende qualsiasi membro importatore di legni tropicali menzionato nell’allegato B che diventi parte contraente del presente accordo, oppure qualsiasi membro importatore di legni tropicali non menzionato nell’allegato B che diventi parte contraente del presente accordo e che il Consiglio, con il benestare di detto membro, dichiari membro consumatore;
6. per “Organizzazione” si intende l’Organizzazione internazionale dei legni tropicali, istituita a norma dell’articolo 3;

7. per “Consiglio” si intende il Consiglio internazionale dei legni tropicali, istituito a norma dell’articolo 6;
8. per “voto speciale” si intende un voto che richiede almeno i due terzi dei suffragi espressi dai membri produttori presenti e votanti e almeno il 60% dei suffragi espressi dai membri consumatori presenti e votanti, conteggiati separatamente, purché detti suffragi siano espressi da almeno la metà dei membri produttori presenti e votanti e da almeno la metà dei membri consumatori presenti e votanti;
9. per “voto a maggioranza semplice ripartita” si intende un voto per il quale si richiede almeno la metà più uno dei suffragi espressi dai membri produttori presenti e votanti e almeno la metà più uno dei suffragi espressi dai membri consumatori presenti e votanti, conteggiati separatamente;
10. per “biennio finanziario” si intende il periodo che va dal 1° gennaio di un dato anno al 31 dicembre dell’anno successivo;
11. per “monete liberamente convertibili” si intendono l’euro, lo yen giapponese, la lira sterlina, il franco svizzero, il dollaro statunitense e qualsiasi altra moneta eventualmente designata da un’organizzazione monetaria internazionale competente come mezzo di pagamento di uso corrente nelle transazioni internazionali e diffusamente negoziata nelle principali borse valori;
12. ai fini del calcolo della ripartizione dei voti in conformità dell’articolo 10, paragrafo 2, lettera b), per “risorse forestali tropicali” si intendono popolamenti forestali naturali a densità colma e piantagioni forestali situati tra il tropico del Cancro e il tropico del Capricorno.

CAPITOLO III

ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

Articolo 3

SEDE E STRUTTURA

DELL'ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DEI LEGNI TROPICALI

1. L'Organizzazione internazionale dei legni tropicali, istituita dall'accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali, continua ad esistere al fine di assicurare l'applicazione delle disposizioni e a sorvegliare il funzionamento del presente accordo.
2. L'Organizzazione esercita le proprie funzioni tramite il Consiglio istituito a norma dell'articolo 6, tramite i comitati e gli altri organi ausiliari di cui all'articolo 26, nonché tramite il direttore esecutivo e il personale.
3. La sede dell'Organizzazione è comunque situata sul territorio di un membro.
4. L'Organizzazione ha sede a Yokohama, a meno che il Consiglio non disponga altrimenti con voto speciale in conformità dell'articolo 12.
5. Possono essere istituiti uffici regionali dell'Organizzazione se il Consiglio dispone in tal senso con voto speciale in conformità dell'articolo 12.

Articolo 4

MEMBRI DELL'ORGANIZZAZIONE

Sono istituite due categorie di membri dell'Organizzazione:

- a) i membri produttori; e
- b) i membri consumatori.

Articolo 5**PARTECIPAZIONE DI ORGANIZZAZIONI INTERGOVERNATIVE**

1. Qualsiasi riferimento a “governi” contenuto nel presente accordo vale altresì per la Comunità europea e altre organizzazioni intergovernative aventi competenze analoghe ai fini della negoziazione, della conclusione e dell'applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi sui prodotti di base. Pertanto, qualsiasi riferimento alla firma, ratifica, accettazione o approvazione, alla notifica di applicazione provvisoria o all'adesione contenuto nel presente accordo è da considerarsi anche, nel caso di dette organizzazioni, come riferimento alla firma, ratifica, accettazione o approvazione, alla notifica di applicazione provvisoria o all'adesione da parte di dette organizzazioni.
2. Nelle votazioni su questioni di loro competenza, la Comunità europea e le altre organizzazioni intergovernative di cui al paragrafo 1 dispongono di un numero di voti pari al totale dei voti attribuibili a norma dell'articolo 10 ai loro Stati membri che sono parti contraenti dell'accordo. In tali casi, gli Stati membri di dette organizzazioni non sono autorizzati ad esercitare singolarmente il diritto di voto.

CAPITOLO IV

CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEI LEGNI TROPICALI

Articolo 6

COMPOSIZIONE DEL CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEI LEGNI TROPICALI

1. L'autorità suprema dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale dei legni tropicali, costituito da tutti i membri dell'Organizzazione.
2. Ciascun membro è rappresentato in seno al Consiglio da un rappresentante e può designare supplenti e consiglieri per partecipare alle sessioni del Consiglio.
3. Il supplente è autorizzato a deliberare e a votare in nome del rappresentante in assenza di quest'ultimo o in circostanze speciali.

Articolo 7

COMPETENZE E FUNZIONI DEL CONSIGLIO

Il Consiglio esercita tutte le competenze e assolve o provvede a che siano assolte tutte le funzioni necessarie ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente accordo. In particolare:

- a) il Consiglio adotta, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, le norme e le regolamentazioni necessarie ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente accordo e conformi alle medesime, tra cui il proprio regolamento interno, le norme di gestione finanziaria e lo statuto del personale dell'Organizzazione. Le norme di gestione finanziaria disciplinano, tra l'altro, le entrate e le spese dei fondi dei conti istituiti in conformità dell'articolo 18. Il Consiglio può stabilire nel suo regolamento interno una procedura che gli consenta di decidere su questioni specifiche senza doversi riunire;
- b) il Consiglio assume le decisioni necessarie per assicurare un efficace ed efficiente funzionamento dell'Organizzazione,
- c) il Consiglio conserva la documentazione necessaria all'assolvimento delle sue funzioni a norma del presente accordo.

Articolo 8**PRESIDENTE E VICEPRESIDENTE DEL CONSIGLIO**

1. Il Consiglio elegge, per ogni anno civile, il presidente ed il vicepresidente, i quali non sono retribuiti dall'Organizzazione.
2. Il presidente e il vicepresidente sono eletti uno tra i rappresentanti dei membri produttori e l'altro tra i rappresentanti dei membri consumatori.
3. Le due categorie di membri si alternano annualmente alla presidenza e alla vicepresidenza. Tuttavia, tale alternanza non impedisce la rielezione, in circostanze eccezionali, del presidente o del vicepresidente oppure di ambedue.
4. In caso di assenza temporanea del presidente, le sue funzioni sono assunte dal vicepresidente. In caso di assenza temporanea sia del presidente che del vicepresidente, oppure in caso di assenza dell'uno o dell'altro o di ambedue per il periodo rimanente del mandato, il Consiglio può eleggere nuovi titolari tra i rappresentanti dei membri produttori e/o tra i rappresentanti dei membri consumatori, a seconda dei casi, a titolo provvisorio oppure per il periodo rimanente del mandato dei predecessori.

Articolo 9**SESSIONI DEL CONSIGLIO**

1. Il Consiglio si riunisce di norma in sessione ordinaria almeno una volta l'anno.
2. Il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria di propria iniziativa oppure su richiesta di un membro o del direttore esecutivo, d'intesa con il presidente e il vicepresidente del Consiglio, nonché:
 - a) della maggioranza dei membri produttori o della maggioranza dei membri consumatori; oppure
 - b) della maggioranza dei membri.
3. Le sessioni del Consiglio si tengono presso la sede dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio non disponga altrimenti con voto speciale in conformità dell'articolo 12. A questo proposito, il Consiglio si adopera per tenere sessioni alterne all'esterno della sede, di preferenza in un paese produttore.

4. Nello stabilire la frequenza e l'ubicazione delle proprie sessioni il Consiglio veglia a che sia assicurata una sufficiente disponibilità di fondi.
5. Il direttore esecutivo comunica ai membri le sessioni e il relativo ordine del giorno con almeno sei settimane di anticipo, salvo in casi urgenti, nei quali il preavviso viene dato con almeno sette giorni di anticipo.

Articolo 10

RIPARTIZIONE DEI VOTI

1. I membri produttori dispongono complessivamente di 1 000 voti e i membri consumatori dispongono complessivamente di 1 000 voti.
2. I voti dei membri produttori sono ripartiti come segue:
 - a) 400 voti sono ripartiti in parti eguali fra le tre regioni produttrici: Africa, Asia-Pacifico e America Latina/Caraibi. I voti assegnati a ciascuna di queste regioni sono quindi ripartiti in parti eguali tra i membri produttori della stessa regione;
 - b) 300 voti sono ripartiti tra i membri produttori in funzione delle parti rispettive delle risorse forestali tropicali complessive dell'insieme dei membri produttori; nonché
 - c) 300 voti sono ripartiti tra i membri produttori proporzionalmente al valore medio delle loro rispettive esportazioni nette di legni tropicali durante l'ultimo triennio per il quale siano disponibili cifre definitive.
3. Nonostante il paragrafo 2, i voti complessivamente assegnati ai membri produttori della regione Africa e calcolati in conformità di tale paragrafo sono ripartiti in parti eguali fra tutti i membri produttori di detta regione. Ciascuno degli eventuali voti rimanenti è assegnato ad un membro produttore della regione Africa: il primo voto al membro produttore che detiene il maggior numero di voti calcolati a norma del paragrafo 2, il secondo al membro produttore che occupa il secondo posto per numero di voti, e così di seguito fino a quando siano stati ripartiti tutti i voti rimanenti.

4. Fatto salvo il paragrafo 5, i voti dei membri consumatori sono ripartiti come segue: ogni membro consumatore dispone di dieci voti di base; i voti rimanenti sono ripartiti tra i membri consumatori proporzionalmente al volume medio delle loro importazioni nette di legni tropicali nel corso del quinquennio che ha inizio sei anni civili prima della ripartizione dei voti.
5. I voti assegnati a un membro consumatore per un dato biennio non superano di oltre il 5 % i voti assegnati allo stesso membro consumatore nel biennio precedente. I voti in eccesso sono ridistribuiti tra i membri consumatori proporzionalmente al volume medio delle loro importazioni nette di legni tropicali nel corso del quinquennio che ha inizio sei anni civili prima della ripartizione dei voti.
6. Se lo ritiene necessario, il Consiglio, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, può adeguare la percentuale minima relativa ai membri consumatori richiesta per un voto speciale.
7. All'inizio della prima sessione di ciascun biennio finanziario, il Consiglio procede alla ripartizione dei voti per tale biennio in conformità delle disposizioni del presente articolo. Detta ripartizione rimane di applicazione per il resto del biennio, salvo quanto disposto dal paragrafo 8.
8. In caso di cambiamenti nella composizione dell'Organizzazione, oppure quando il diritto di voto di un membro è sospeso o ripristinato a norma di una disposizione del presente accordo, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti all'interno della categoria o delle categorie di membri in causa, in conformità delle disposizioni del presente articolo. Il Consiglio stabilisce in tal caso la data in cui la nuova ripartizione dei voti diventa applicabile.
9. I voti non possono essere frazionati.

Articolo 11

PROCEDURA DI VOTO IN SENO AL CONSIGLIO

1. In sede di votazione, ciascun membro ha diritto ad esprimere tutti i voti di cui dispone e nessun membro ha diritto a frazionare i propri voti. Tuttavia, i membri autorizzati ad esprimere voti a norma del paragrafo 2 possono esprimerli in un senso diverso rispetto ai propri.
2. Con notifica scritta al presidente del Consiglio, qualsiasi membro produttore può autorizzare, sotto la propria responsabilità, un altro membro produttore, e qualsiasi membro consumatore può autorizzare, sotto la propria responsabilità, un altro membro consumatore, a rappresentare i suoi interessi e ad utilizzare i suoi voti in qualsiasi riunione del Consiglio.
3. I voti del membro che si astiene si considerano non espressi.

Articolo 12**DECISIONI E RACCOMANDAZIONI DEL CONSIGLIO**

1. Il Consiglio si adopera affinché tutte le decisioni e raccomandazioni siano adottate per consenso.
2. Se il consenso non può essere raggiunto, il Consiglio adotta tutte le decisioni e raccomandazioni con voto a maggioranza semplice ripartita, salvo i casi per cui il presente accordo prevede un voto speciale.
3. Ai fini del paragrafo 1, un membro che si avvalga delle disposizioni dell'articolo 11, paragrafo 2, e i cui voti siano espressi in una riunione del Consiglio è considerato come presente e votante.

Articolo 13**QUORUM PER IL CONSIGLIO**

1. Per le riunioni del Consiglio il quorum è costituito dalla presenza della maggioranza dei membri di ciascuna categoria di cui all'articolo 4, a condizione che essi detengano almeno due terzi del totale dei voti delle rispettive categorie.
2. Qualora non si raggiunga il quorum in conformità del paragrafo 1 nel giorno stabilito per la riunione e nel giorno successivo, nei giorni successivi della sessione il quorum è determinato dalla presenza della maggioranza dei membri di ciascuna categoria di cui all'articolo 4, a condizione che detti membri detengano la maggioranza del totale dei voti delle rispettive categorie.
3. I membri rappresentati a norma dell'articolo 11, paragrafo 2, sono considerati presenti.

Articolo 14**DIRETTORE ESECUTIVO E PERSONALE**

1. Con voto speciale in conformità dell'articolo 12, il Consiglio nomina il direttore esecutivo.
2. Le modalità e le condizioni inerenti alla nomina del direttore esecutivo sono fissate dal Consiglio.
3. Il direttore esecutivo è il funzionario amministrativo dell'Organizzazione più elevato in grado ed è responsabile di fronte al Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento del presente accordo in conformità delle decisioni del Consiglio.
4. Il direttore esecutivo nomina il personale in conformità dello statuto che dovrà essere stabilito dal Consiglio. Il personale è responsabile di fronte al direttore esecutivo.

5. Né il direttore esecutivo né i membri del personale hanno interessi finanziari nell'industria del legno o nel commercio di legname, oppure in attività commerciali connesse.
6. Nell'esercizio delle rispettive funzioni il direttore esecutivo e gli altri membri del personale non chiedono né accettano istruzioni da membri o autorità esterne all'Organizzazione. Essi si astengono da qualsiasi azione che possa incidere negativamente sulla loro posizione di funzionari internazionali, responsabili unicamente di fronte al Consiglio. Ciascun membro dell'Organizzazione rispetta il carattere esclusivamente internazionale delle competenze del direttore esecutivo e degli altri membri del personale, senza tentare di influenzarli nell'esercizio delle loro competenze.

Articolo 15

COOPERAZIONE E COORDINAMENTO CON ALTRE ORGANIZZAZIONI

1. Nel perseguire gli obiettivi dell'accordo, il Consiglio prende tutte le misure opportune per favorire le consultazioni e la cooperazione con le Nazioni Unite e i suoi organi e agenzie specializzate, in particolare la conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo (UNCTAD) e le altre organizzazioni e istituzioni internazionali e regionali competenti, nonché con il settore privato, le organizzazioni non governative e la società civile.
2. Per quanto possibile, l'Organizzazione si avvale delle strutture, dei servizi e delle competenze delle organizzazioni intergovernative, governative e non governative nonché della società civile e del settore privato, onde evitare una duplicazione degli sforzi intrapresi per il conseguimento degli obiettivi del presente accordo e rafforzare la complementarità e l'efficacia delle loro attività.
3. L'Organizzazione usufruisce pienamente delle strutture del fondo comune per i prodotti di base.

Articolo 16

AMMISSIONE DI OSSERVATORI

Il Consiglio può invitare qualsiasi Stato membro o osservatore delle Nazioni Unite che non è parte contraente del presente accordo, o qualsiasi organizzazione di cui all'articolo 15 interessata alle attività dell'Organizzazione, ad assistere in veste di osservatori alle sessioni del Consiglio.

CAPITOLO V

PRIVILEGI E IMMUNITÀ

Articolo 17

PRIVILEGI E IMMUNITÀ

1. L'Organizzazione ha personalità giuridica. In particolare, essa può stipulare contratti, acquisire o alienare beni mobili e immobili e stare in giudizio.
2. Lo status, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del direttore esecutivo, dei membri del personale e degli esperti, nonché dei rappresentanti dei membri durante la loro permanenza sul territorio giapponese, continuano ad essere disciplinati dall'accordo di sede tra il governo giapponese e l'Organizzazione internazionale dei legni tropicali, firmato a Tokio il 27 febbraio 1988, opportunamente emendato se necessario ai fini di una corretta applicazione del presente accordo.
3. L'Organizzazione può concludere, con uno o più paesi, accordi, che dovranno essere approvati dal Consiglio, riguardanti i poteri, i privilegi e le immunità necessari ai fini di una corretta applicazione del presente accordo.
4. Qualora la sede dell'Organizzazione sia trasferita in un altro paese, quest'ultimo conclude con l'Organizzazione, non appena possibile, un accordo di sede, che dovrà essere approvato dal Consiglio. In attesa della conclusione di tale accordo, l'Organizzazione chiede al nuovo governo ospite di concedere, in misura conforme alla sua legislazione, l'esenzione fiscale sulle retribuzioni corrisposte dall'Organizzazione ai propri dipendenti, nonché sul patrimonio, sui redditi e sulle altre proprietà dell'Organizzazione.
5. L'accordo di sede è indipendente dal presente accordo. Esso tuttavia cessa:
 - a) in seguito ad accordo tra il governo ospite e l'Organizzazione;
 - b) se la sede dell'Organizzazione viene trasferita al di fuori del territorio del governo ospite; oppure
 - c) se l'Organizzazione cessa di esistere.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 18

CONTI FINANZIARI

1. Sono istituiti:
 - a) il conto amministrativo, finanziato dai contributi fissati per ciascun membro;
 - b) il conto speciale e il fondo per il partenariato di Bali, finanziati dai contributi volontari dei membri; nonché
 - c) qualsiasi altro conto il Consiglio ritenga appropriato e necessario.
2. Il Consiglio definisce, in conformità dell'articolo 7, le norme di gestione finanziaria che assicurano una gestione e un'amministrazione trasparenti dei conti, tra cui le norme riguardanti la liquidazione dei conti alla risoluzione o alla scadenza del presente accordo.
3. Il direttore esecutivo è responsabile di fronte al Consiglio, cui riferisce, della gestione dei conti finanziari.

Articolo 19

CONTO AMMINISTRATIVO

1. Le spese di amministrazione inerenti al presente accordo sono imputate sul conto amministrativo e sono coperte dai contributi annui versati dai membri, in conformità delle rispettive procedure costituzionali o istituzionali, e calcolati in conformità dei paragrafi 4, 5 e 6.
2. Il conto amministrativo comprende:
 - a) costi amministrativi di base, quali gli stipendi e le indennità, i costi di impianto e i viaggi di missione; nonché
 - b) costi operativi essenziali, quali quelli legati alla comunicazione e alla divulgazione, alle riunioni di esperti indette dal Consiglio e all'elaborazione e pubblicazione di studi e valutazioni ai sensi degli articoli 24, 27 e 28 del presente accordo.

3. Le spese delle delegazioni che partecipano alle riunioni del Consiglio, dei comitati e di qualsiasi altro organo ausiliario del Consiglio di cui all'articolo 26 sono a carico dei membri interessati. Quando un membro richiede servizi particolari all'Organizzazione, il Consiglio invita tale membro ad assumersene i costi.

4. Prima della chiusura di ciascun biennio finanziario, il Consiglio adotta il bilancio del conto amministrativo dell'Organizzazione per il successivo biennio e calcola il contributo di ciascun membro a tale bilancio.

5. I contributi al conto amministrativo per ogni biennio finanziario sono calcolati nel modo seguente:

- a) i costi di cui al paragrafo 2, lettera a), sono suddivisi in parti uguali tra i membri produttori e i membri consumatori e sono calcolati in base alla proporzione esistente tra il numero di voti di ciascun membro rispetto al totale dei voti dell'insieme dei membri;
- b) i costi di cui al paragrafo 2, lettera b), sono suddivisi tra i membri in una proporzione del 20 % per i membri produttori e dell'80 % per i membri consumatori e sono calcolati in base alla proporzione esistente tra il numero di voti di ciascun membro rispetto al totale dei voti dell'insieme dei membri;
- c) i costi di cui al paragrafo 2, lettera b), non superano un terzo dei costi di cui al paragrafo 2, lettera a). Il Consiglio può decidere, per *consenso*, di modificare questo limite in un determinato biennio finanziario;
- d) nell'ambito del riesame di cui all'articolo 33, il Consiglio può valutare se il conto amministrativo e i conti volontari contribuiscono all'efficace ed efficiente funzionamento dell'Organizzazione; nonché
- e) ai fini della determinazione dei contributi, i voti di ciascun membro sono calcolati indipendentemente dalla sospensione dei diritti di voto di un determinato membro oppure dalla nuova ripartizione dei voti che ne risulta.

6. Il Consiglio determina il contributo iniziale dei membri che aderiscono all'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, in funzione del numero di voti assegnati al membro in questione e in funzione della parte non trascorsa del biennio finanziario in corso; i contributi richiesti agli altri membri per tale biennio restano tuttavia invariati.

7. I contributi al conto amministrativo sono esigibili il primo giorno di ciascun esercizio finanziario. I contributi dei membri per il biennio finanziario nel corso del quale essi diventano membri dell'Organizzazione sono esigibili alla data in cui diventano membri.

8. Se un membro non ha versato integralmente il proprio contributo al conto amministrativo nei quattro mesi successivi alla data in cui esso è esigibile ai sensi del paragrafo 7, il direttore esecutivo ne sollecita il pagamento al più presto possibile. Se non ha ancora versato il proprio contributo allo scadere dei due mesi successivi al sollecito, il suddetto membro è pregato di indicare i motivi per cui non ha potuto effettuare il pagamento. Se il contributo non risulta ancora versato sette mesi dopo la data in cui è esigibile, i diritti di voto del membro in questione sono sospesi fino al versamento integrale del contributo, a meno che il Consiglio, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, non decida altrimenti. Un membro che non abbia versato integralmente il suo contributo per due anni consecutivi, tenuto conto delle norme di cui all'articolo 30, non può presentare proposte relative a progetti o a progetti preliminari a norma dell'articolo 25, paragrafo 1, a fini di finanziamento.

9. Un membro che abbia versato integralmente il suo contributo al conto amministrativo nei quattro mesi successivi alla data in cui esso è esigibile a norma del paragrafo 7 beneficia di una riduzione del contributo secondo le modalità fissate dal Consiglio nelle norme di gestione finanziaria dell'Organizzazione.

10. Il membro i cui diritti siano stati sospesi in applicazione del paragrafo 8 è comunque tenuto a versare il proprio contributo.

Articolo 20

CONTO SPECIALE

1. Il conto speciale comprende due sottoconti:

- a) il sottoconto "Programmi tematici"; e
- b) il sottoconto "Progetti".

2. Le potenziali fonti di finanziamento del conto speciale sono:

- a) il fondo comune per i prodotti di base;
- b) le istituzioni finanziarie regionali e internazionali;
- c) i contributi volontari dei membri; nonché
- d) altre fonti.

3. Il Consiglio stabilisce criteri e procedure per assicurare una gestione trasparente del conto speciale. Le procedure in questione tengono conto della necessità di una rappresentanza equilibrata dei membri, compresi quelli contribuenti, nella gestione del sottoconto "Programmi tematici" e del sottoconto "Progetti".

4. Scopo del sottoconto "Programmi tematici" è di facilitare l'erogazione di contributi non stanziati per il finanziamento di progetti preliminari, progetti e attività approvati e coerenti con i programmi tematici fissati dal Consiglio sulla base delle priorità di politica generale e riguardanti i progetti individuate in conformità degli articoli 24 e 25.

5. I donatori possono destinare i loro contributi a specifici programmi tematici o possono chiedere al direttore esecutivo di presentare proposte riguardanti la loro assegnazione.

6. Il direttore esecutivo riferisce regolarmente al Consiglio sull'assegnazione e sull'erogazione di fondi nell'ambito del sottoconto "Programmi tematici" nonché sull'esecuzione, sul controllo e sulla valutazione dei progetti preliminari, dei progetti e delle attività, come pure sulle risorse finanziarie necessarie per attuare efficacemente i programmi tematici.

7. Scopo del sottoconto "Progetti" è di facilitare l'erogazione dei contributi stanziati per il finanziamento dei progetti preliminari, dei progetti e delle attività approvati in conformità degli articoli 24 e 25.

8. I contributi stanziati per il sottoconto "Progetti" sono utilizzati solo per i progetti preliminari, i progetti e le attività per i quali erano stati previsti, tranne quando il donatore dispone altrimenti previa consultazione del direttore esecutivo. Dopo il completamento o la conclusione di un progetto preliminare, di un progetto o di un'attività, la destinazione dei fondi rimanenti è determinata dal donatore.

9. Per assicurare la necessaria prevedibilità di fondi per il conto speciale, tenuto conto del carattere volontario dei contributi, i membri si adoperano per alimentare tale conto fino a raggiungere un livello di risorse sufficiente per l'esecuzione integrale dei progetti preliminari, dei progetti e delle attività approvati dal Consiglio.

10. Tutti i proventi relativi a specifici progetti preliminari, progetti o attività svolti nell'ambito del sottoconto "Progetti" o del sottoconto "Programmi tematici" sono iscritti al rispettivo sottoconto. Tutte le spese relative a tali progetti preliminari, progetti o attività, compresi gli emolumenti e le spese di viaggio di consulenti ed esperti, sono imputate sullo stesso sottoconto.

11. L'appartenenza all'Organizzazione non comporta per i membri alcuna responsabilità derivante da atti compiuti da altri membri o entità in relazione a progetti preliminari, progetti o attività.

12. Il direttore esecutivo fornisce assistenza per elaborare proposte relative a progetti preliminari, progetti e attività in conformità degli articoli 24 e 25 e si adopera per reperire, alle condizioni stabilite dal Consiglio, finanziamenti sufficienti e sicuri per i progetti preliminari, i progetti e le attività approvati.

Articolo 21

FONDO PER IL PARTENARIATO DI BALI

1. È istituito un fondo per la gestione sostenibile delle foreste che producono legni tropicali, destinato ad aiutare i membri produttori a realizzare gli investimenti necessari per raggiungere l'obiettivo enunciato all'articolo 1, lettera d), del presente accordo.

2. Il fondo è costituito:

- a) da contributi dei membri donatori;
- b) dal 50% dei proventi delle attività connesse al conto speciale;
- c) da risorse provenienti da altre fonti, private e pubbliche, che l'Organizzazione può accettare secondo le norme di gestione finanziaria; nonché
- d) da altre fonti approvate dal Consiglio.

3. Le risorse del fondo sono allocate dal Consiglio unicamente per progetti preliminari e progetti che rispondono all'obiettivo enunciato al paragrafo 1 e che sono stati approvati a norma degli articoli 24 e 25.

4. Ai fini dell'allocazione delle risorse del fondo, il Consiglio stabilisce i criteri e le priorità per l'utilizzo dei finanziamenti, tenendo presenti:

- a) l'assistenza di cui i membri necessitano per fare in modo che le esportazioni di legni tropicali e di prodotti derivati provengano da fonti gestite in maniera sostenibile;
- b) la necessità, per i membri, di adottare e gestire validi programmi di conservazione delle foreste produttrici di legname; nonché
- c) la necessità, per i membri, di attuare programmi di gestione sostenibile delle foreste.

5. Il direttore esecutivo fornisce assistenza per l'elaborazione di proposte relative a progetti in conformità dell'articolo 25 e si adopera per reperire, alle condizioni stabilite dal Consiglio, finanziamenti sufficienti e sicuri per i progetti approvati dal Consiglio.

6. I membri si adoperano per alimentare il fondo per il partenariato di Bali fino ad un livello sufficiente per promuovere gli obiettivi del fondo.

7. Il Consiglio esamina periodicamente l'adeguatezza delle risorse di cui dispone il fondo e si adopera per ottenere le risorse supplementari di cui necessitano i membri produttori per conseguire gli obiettivi del fondo.

Articolo 22

MODALITÀ DI PAGAMENTO

1. I contributi finanziari ai conti istituiti in conformità dell'articolo 18 sono pagabili in monete liberamente convertibili e non sono soggetti a restrizioni valutarie.

2. Il Consiglio può inoltre decidere di accettare altre forme di contributi ai conti istituiti in conformità dell'articolo 18, tranne il conto amministrativo, come, ad esempio, materiale o personale scientifico e tecnico, per rispondere ai bisogni dei progetti approvati.

Articolo 23

REVISIONE E PUBBLICAZIONE DEI CONTI

1. Il Consiglio nomina revisori indipendenti incaricati di procedere alla revisione dei conti dell'Organizzazione.

2. Il consuntivo dei conti istituiti in conformità dell'articolo 18 controllati dai revisori indipendenti è messo a disposizione dei membri quanto prima dopo la chiusura di ciascun esercizio finanziario, e comunque entro sei mesi da tale data, e, se del caso, sottoposto all'approvazione del Consiglio nella sessione successiva. Si procede quindi alla pubblicazione del prospetto riepilogativo dei conti e del bilancio controllati.

CAPITOLO VII

ATTIVITÀ OPERATIVE

Articolo 24

ATTIVITÀ DI POLITICA GENERALE DELL'ORGANIZZAZIONE

1. Al fine di realizzare gli obiettivi di cui all'articolo 1, l'Organizzazione intraprende in modo integrato attività di politica generale e attività di progetto.
2. Le attività di politica generale dell'Organizzazione dovrebbero contribuire al conseguimento degli obiettivi del presente accordo per tutti i membri dell'Organizzazione internazionale dei legni tropicali.
3. Il Consiglio elabora periodicamente un piano di azione per orientare le attività di politica generale e individuare le priorità e i programmi tematici di cui all'articolo 20, paragrafo 4, del presente accordo. Le priorità individuate nel piano d'azione si riflettono nei programmi di lavoro approvati dal Consiglio. Le attività di politica generale possono includere la concezione e l'elaborazione di orientamenti, manuali, studi, relazioni, strumenti di comunicazione e di divulgazione di base; e attività analoghe indicate nel piano d'azione dell'Organizzazione.

Articolo 25

ATTIVITÀ DI PROGETTO DELL'ORGANIZZAZIONE

1. I membri e il direttore esecutivo possono presentare proposte relative a progetti preliminari o progetti che contribuiscono alla realizzazione degli obiettivi del presente accordo in uno o più settori prioritari d'azione o programmi tematici individuati nel piano d'azione approvato dal Consiglio a norma dell'articolo 24.
2. Il Consiglio stabilisce i criteri per l'approvazione dei progetti preliminari e dei progetti, tenendo conto, tra l'altro, della loro pertinenza rispetto agli obiettivi del presente accordo ed ai settori prioritari d'azione o ai programmi tematici, del loro impatto ambientale e sociale, del nesso con i programmi e le strategie forestali nazionali, del loro rapporto costi-benefici, delle esigenze di natura tecnica e regionali, della necessità di evitare una duplicazione delle iniziative nonché della necessità di integrare le esperienze passate.
3. Il Consiglio stabilisce uno scadenziario e una procedura per la presentazione, l'esame, l'approvazione e la classificazione in ordine di priorità dei progetti preliminari e dei progetti per i quali si richiede un finanziamento dell'Organizzazione, nonché per la loro esecuzione, il loro controllo e la loro valutazione.

4. Il direttore esecutivo può sospendere l'erogazione dei fondi dell'Organizzazione per un progetto preliminare o un progetto se tali fondi non sono utilizzati secondo la descrizione del progetto o in caso di frode, sprechi, negligenza o cattiva gestione. Nella sessione successiva il direttore esecutivo sottopone una relazione all'esame del Consiglio. Il Consiglio adotta i provvedimenti del caso.

5. Il Consiglio può fissare limiti, sulla base di criteri convenuti, al numero di progetti e di progetti preliminari che un membro o il direttore esecutivo possono presentare in un determinato ciclo di progetti. A seguito della relazione del direttore esecutivo, inoltre, il Consiglio può adottare le misure del caso, tra cui la sospensione o la cessazione del suo patrocinio a favore di un progetto preliminare o di un progetto.

Articolo 26

COMITATI E ORGANI AUSILIARI

1. Sono istituiti i seguenti comitati dell'Organizzazione, di cui possono far parte tutti i membri:
 - a) comitato per l'industria forestale;
 - b) comitato per le questioni economiche, le statistiche e i mercati;
 - c) comitato per il rimboschimento e la gestione forestale;
 - d) comitato finanziario e amministrativo.
2. Il Consiglio può, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, istituire o sciogliere comitati e organi ausiliari, laddove opportuno.
3. Il Consiglio stabilisce il funzionamento e il mandato dei comitati e degli altri organi ausiliari. I comitati e gli altri organi ausiliari sono responsabili di fronte al Consiglio e operano sotto la sua autorità.

CAPITOLO VIII

STATISTICHE, STUDI E INFORMAZIONI

Articolo 27

STATISTICHE, STUDI E INFORMAZIONI

1. Il Consiglio autorizza il direttore esecutivo a stabilire e a mantenere stretti rapporti con le organizzazioni intergovernative, governative e non governative competenti, al fine di favorire la disponibilità di dati e di informazioni recenti e attendibili, ivi compreso in materia di produzione e commercio dei legni tropicali, tendenze e disparità tra dati, nonché di informazioni relative ai legni non tropicali e alla gestione delle foreste produttrici di legname. L'Organizzazione, in collaborazione con le organizzazioni suddette, raccoglie, classifica, analizza e pubblica le informazioni a suo giudizio necessarie al funzionamento del presente accordo.
2. L'Organizzazione contribuisce alle azioni volte a standardizzare e armonizzare le relazioni internazionali sulle questioni forestali, evitando una sovrapposizione o duplicazione nella raccolta di dati provenienti dalle diverse organizzazioni.
3. I membri comunicano, nei limiti consentiti dalle rispettive legislazioni nazionali ed entro il termine fissato dal direttore esecutivo, le statistiche e le informazioni sul legname, sul suo commercio e sulle attività intese a favorire una gestione sostenibile delle foreste produttrici di legname, nonché altre informazioni pertinenti richieste dal Consiglio. Il Consiglio stabilisce il genere di informazioni da fornire in applicazione del presente paragrafo e le modalità della loro presentazione.
4. Su richiesta o ove necessario, il Consiglio si adopera per rafforzare la capacità tecnica dei paesi membri, in particolare di quelli in via di sviluppo, di ottemperare ai requisiti in materia di statistiche e di relazioni previsti dal presente accordo.
5. Se un membro non ha fornito, per due anni consecutivi, le statistiche e le informazioni previste ai sensi del paragrafo 3 e non ha chiesto assistenza al direttore esecutivo, quest'ultimo chiede dapprima al membro in questione di fornirgli spiegazioni entro un termine stabilito. Qualora non sia data una spiegazione soddisfacente, il Consiglio adotta tutte le misure del caso.
6. Il Consiglio commissiona periodicamente gli studi che ritiene necessari sulle tendenze e sui problemi a breve e a lungo termine dei mercati internazionali del legname nonché sui progressi compiuti in materia di gestione sostenibile delle foreste produttrici di legname.

Articolo 28**RELAZIONE ANNUALE E RIESAME BIENNALE**

1. Il Consiglio pubblica una relazione annuale sulle sue attività e ogni altra informazione che ritenga opportuna.
2. Ogni due anni il Consiglio procede ad un riesame e ad una valutazione:
 - a) della situazione internazionale del legname; nonché
 - b) di altri fattori, problemi e sviluppi considerati pertinenti ai fini della realizzazione degli obiettivi del presente accordo.
3. Il riesame è effettuato sulla base degli elementi seguenti:
 - a) informazioni comunicate dai membri su produzione, commercio, offerta, scorte, consumo e prezzi del legname a livello nazionale;
 - b) altri dati statistici e indicatori specifici forniti dai membri su richiesta del Consiglio;
 - c) informazioni comunicate dai membri sui progressi compiuti in termini di gestione sostenibile delle loro foreste produttrici di legname;
 - d) altre informazioni pertinenti ottenute dal Consiglio direttamente o tramite le organizzazioni del sistema delle Nazioni Unite e le organizzazioni intergovernative, governative o non governative; nonché
 - e) informazioni fornite dai membri sui progressi compiuti nell'introduzione di meccanismi di controllo e di informazione relativi alla raccolta e al commercio illegali di legni tropicali e di prodotti forestali diversi dal legname.
4. Il Consiglio incoraggia lo scambio di vedute tra i paesi membri sui seguenti temi:
 - a) la situazione relativa alla gestione sostenibile delle foreste produttrici di legname e a temi attinenti nei paesi membri; nonché
 - b) i flussi e i bisogni in termini di risorse in relazione agli obiettivi, ai criteri e agli orientamenti fissati dall'Organizzazione.
5. Su richiesta, il Consiglio si adopera per rafforzare la capacità tecnica dei paesi membri, in particolare di quelli in via di sviluppo, di ottenere i dati necessari per un adeguato scambio di informazioni, anche mettendo a disposizione dei membri risorse per la formazione e strutture.
6. I risultati del riesame sono integrati nei corrispondenti processi verbali delle sessioni del Consiglio.

CAPITOLO IX

DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 29

OBBLIGHI GENERALI DEI MEMBRI

1. Durante il periodo di applicazione del presente accordo, i membri si adoperano quanto più possibile e cooperano al fine di favorire il conseguimento degli obiettivi da esso previsti e di evitare qualsiasi azione incompatibile con esso.
2. I membri si impegnano ad accettare e applicare le decisioni assunte dal Consiglio in virtù delle disposizioni del presente accordo e si astengono dall'applicare provvedimenti il cui effetto sarebbe di limitare o neutralizzare tali decisioni.

Articolo 30

ESONERO DAGLI OBBLIGHI

1. Quando ciò risulti necessario in situazioni eccezionali o emergenze o per cause di forza maggiore non espressamente previste dal presente accordo, il Consiglio può, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, esonerare un membro da un obbligo prescritto dal presente accordo qualora detto membro fornisca motivazioni convincenti a giustificazione del mancato rispetto dell'obbligo in questione.
2. Qualora conceda un esonero a un membro a norma del paragrafo 1, il Consiglio ne precisa esplicitamente le modalità, le condizioni, la durata e i motivi.

Articolo 31

RICORSI E CONTROVERSIE

Qualsiasi membro può sottoporre al Consiglio un ricorso contro un altro membro per inadempimento degli obblighi previsti dal presente accordo o una controversia riguardante l'interpretazione o l'applicazione del presente accordo. Nonostante altre disposizioni del presente accordo, le decisioni del Consiglio su queste materie sono assunte per consenso e sono definitive e vincolanti.

Articolo 32**MISURE DIFFERENZIATE E CORRETTIVE E MISURE SPECIALI**

1. I membri consumatori in via di sviluppo i cui interessi siano pregiudicati per effetto di misure prese in applicazione del presente accordo possono chiedere al Consiglio l'adozione di adeguate misure differenziate e correttive. Il Consiglio valuta l'opportunità di prendere adeguate misure in conformità della sezione III, paragrafi 3 e 4, della risoluzione 93 (IV) della conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo.
2. I membri che rientrano nella categoria dei paesi meno sviluppati secondo la definizione delle Nazioni Unite possono chiedere al Consiglio di beneficiare di misure speciali in conformità della sezione III, punto 4, della risoluzione 93 (IV) e dei punti 56 e 57 della dichiarazione di Parigi e del programma d'azione per gli anni '90 in favore dei paesi meno sviluppati.

Articolo 33**RIESAME**

Il Consiglio può riesaminare l'attuazione del presente accordo, compresi gli obiettivi e i meccanismi finanziari, cinque anni dopo l'entrata in vigore.

Articolo 34**NON DISCRIMINAZIONE**

Nessuna disposizione del presente accordo autorizza il ricorso a misure tese a limitare o vietare il commercio internazionale, e in particolare nella misura in cui esse riguardano le importazioni e l'uso di legname e di prodotti da esso derivati.

CAPITOLO X

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 35

DEPOSITARIO

Il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è designato quale depositario del presente accordo.

Articolo 36

FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE E APPROVAZIONE

1. Il presente accordo è aperto alla firma dei governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite per la negoziazione di un accordo destinato a succedere all'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali, presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, a decorrere dal 3 aprile 2006 e fino ad un mese dopo la data di entrata in vigore.
2. Qualsiasi governo di cui al paragrafo 1 può:
 - a) all'atto della firma del presente accordo, dichiarare che con tale firma acconsente ad essere vincolato dal presente accordo (firma definitiva); oppure
 - b) dopo aver firmato il presente accordo, ratificarlo, accettarlo o approvarlo attraverso il deposito del relativo strumento presso il depositario.
3. All'atto della firma e della ratifica, dell'accettazione o approvazione, dell'adesione o dell'applicazione provvisoria, la Comunità europea o qualsiasi altra organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 5, paragrafo 1, deposita una dichiarazione dell'autorità dell'organizzazione all'uopo preposta, specificante la natura e l'ambito della sua competenza per le materie disciplinate dal presente accordo, e informa il depositario di ogni eventuale cambiamento significativo di detta competenza. Se l'organizzazione dichiara la competenza esclusiva in tutte le materie disciplinate dal presente accordo, gli Stati membri dell'organizzazione non agiscono in conformità delle disposizioni di cui all'articolo 36, paragrafo 2, e degli articoli 37 e 38, ovvero agiscono in conformità delle disposizioni dell'articolo 41 o revocano la notifica di applicazione provvisoria di cui all'articolo 38.

Articolo 37**ADESIONE**

1. Il presente accordo è aperto all'adesione dei governi alle condizioni fissate dal Consiglio, che comprendono un termine ultimo per il deposito degli strumenti di adesione. Il Consiglio comunica tali condizioni al depositario. Il Consiglio può tuttavia concedere una proroga ai governi che non siano in grado di aderire entro il termine fissato nelle condizioni di adesione.

2. L'adesione avviene mediante deposito dello strumento di adesione presso il depositario.

Articolo 38**NOTIFICA DI APPLICAZIONE PROVVISORIA**

I governi firmatari che intendano ratificare, accettare o approvare il presente accordo, come pure i governi per i quali il Consiglio abbia fissato condizioni di adesione ma che non siano ancora in grado di depositare il proprio strumento, possono, in qualsiasi momento, notificare al depositario che applicheranno il presente accordo a titolo provvisorio in conformità delle loro leggi e regolamentazioni nazionali, a decorrere dalla data di entrata in vigore in conformità dell'articolo 39 oppure, qualora sia già in vigore, a partire da una data determinata.

Articolo 39**ENTRATA IN VIGORE**

1. Il presente accordo entra in vigore a titolo definitivo il 1° febbraio 2008 o ad una data successiva se dodici governi di paesi produttori detentori di almeno il 60% del totale dei voti assegnati in conformità dell'allegato A del presente accordo e dieci governi di paesi consumatori elencati nell'allegato B che rappresentano il 60% del volume globale di importazioni di legni tropicali nell'anno di riferimento 2005 hanno firmato definitivamente il presente accordo o lo hanno ratificato, accettato o approvato, in conformità dell'articolo 36, paragrafo 2, o dell'articolo 37.

2. Se non entra in vigore a titolo definitivo il 1° febbraio 2008, il presente accordo entra in vigore a titolo provvisorio alla stessa data o ad una data successiva nei sei mesi che seguono se dieci governi di paesi produttori, detentori di almeno il 50% del totale dei voti assegnati in conformità dell'allegato A del presente accordo, e sette governi di paesi consumatori elencati nell'allegato B che rappresentano il 50% del volume globale di importazioni di legni tropicali nell'anno di riferimento 2005 hanno firmato definitivamente il presente accordo o lo hanno ratificato, accettato o approvato, in conformità dell'articolo 36, paragrafo 2, oppure hanno notificato al depositario, in conformità dell'articolo 38, che applicheranno il presente accordo a titolo provvisorio.

3. Se le condizioni per l'entrata in vigore previste ai paragrafi 1 o 2 non sono soddisfatte entro il 1° settembre 2008, il segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite invita i governi che hanno firmato definitivamente il presente accordo oppure l'hanno ratificato, accettato o approvato in conformità dell'articolo 36, paragrafo 2, oppure hanno notificato al depositario che applicheranno il presente accordo a titolo provvisorio, a riunirsi quanto prima per decidere se il presente accordo debba entrare in vigore nei loro reciproci rapporti a titolo provvisorio o definitivo, integralmente o in parte. I governi che decidono di far entrare in vigore il presente accordo a titolo provvisorio nei loro reciproci rapporti possono riunirsi di tanto in tanto per riesaminare la situazione e decidere se il presente accordo debba entrare in vigore a titolo definitivo.
4. Per qualsiasi governo che non abbia notificato al depositario, in conformità dell'articolo 38, che esso applicherà il presente accordo a titolo provvisorio e che depositi il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, quest'ultimo entra in vigore alla data di detto deposito.
5. Il direttore esecutivo dell'Organizzazione convoca il Consiglio nel più breve tempo possibile dopo l'entrata in vigore del presente accordo.

Articolo 40

MODIFICHE

1. Il Consiglio può, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, raccomandare ai membri una modifica del presente accordo.
2. Il Consiglio fissa la data entro la quale i membri notificano al depositario la loro accettazione della modifica.
3. La modifica entra in vigore novanta giorni dopo che il depositario ha ricevuto le notifiche di accettazione di membri che rappresentano almeno i due terzi dei membri produttori e detengono almeno il 75% dei voti dei membri produttori, come pure le notifiche di accettazione di membri che rappresentano almeno i due terzi dei membri consumatori e detengono almeno il 75% dei voti dei membri consumatori.
4. Dopo che il depositario ha informato il Consiglio del fatto che le condizioni per l'entrata in vigore della modifica sono state soddisfatte, e nonostante le disposizioni del paragrafo 2 relative alla data fissata dal Consiglio, qualsiasi membro può ancora notificare al depositario la propria accettazione della modifica, a condizione che la notifica abbia luogo prima dell'entrata in vigore della modifica.

5. Il membro che non abbia notificato l'accettazione di una modifica entro la data d'entrata in vigore della stessa cessa di essere parte del presente accordo a decorrere da tale data, a meno che non abbia dimostrato al Consiglio di non avere potuto accettare la modifica nei tempi previsti a causa di difficoltà che hanno ostacolato l'espletamento delle procedure nazionali costituzionali o istituzionali, e a meno che il Consiglio non decida di prorogare per detto membro il termine di accettazione. Il membro in questione non è vincolato dalla modifica fintantoché non ne avrà notificato l'accettazione.
6. Qualora le condizioni per l'entrata in vigore della modifica non siano soddisfatte entro la data fissata dal Consiglio in conformità del paragrafo 2, la modifica si considera ritirata.

Articolo 41

DENUNCIA

1. Un membro può denunciare il presente accordo in qualsiasi momento dopo l'entrata in vigore dello stesso, mediante una notifica scritta al depositario. Il membro informa contestualmente il Consiglio del proprio atto.
2. La denuncia ha effetto novanta giorni dopo che il depositario ne ha ricevuto la notifica.
3. La denuncia non esonera i membri dall'assolvimento degli obblighi finanziari contratti ai sensi del presente accordo nei confronti dell'Organizzazione.

Articolo 42

ESCLUSIONE

Ove ritenga che un membro non adempia agli obblighi che gli incombono in forza del presente accordo e concluda inoltre che tale inadempimento ostacola seriamente il funzionamento dello stesso, il Consiglio può, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, escludere detto membro dal presente accordo. Il Consiglio ne dà immediata notifica al depositario. Il membro in questione cessa di essere parte del presente accordo sei mesi dopo la data della decisione del Consiglio.

Articolo 43**LIQUIDAZIONE DEI CONTI DEI MEMBRI IN CASO DI DENUNCIA, ESCLUSIONE O
MANCATA ACCETTAZIONE DI UNA MODIFICA**

1. Il Consiglio stabilisce la liquidazione dei conti di un membro che cessi di essere parte del presente accordo a motivo:
 - a) della mancata accettazione di una modifica al presente accordo a norma dell'articolo 40;
 - b) della denuncia del presente accordo a norma dell'articolo 41; oppure
 - c) dell'esclusione dal presente accordo a norma dell'articolo 42.
2. Il Consiglio conserva tutti i contributi versati sui conti finanziari istituiti in conformità dell'articolo 18 da un membro che cessi di essere parte del presente accordo.
3. Il membro che cessi di essere parte del presente accordo non può avanzare diritti sul ricavo della liquidazione dell'Organizzazione, né su altri averi della stessa. Analogamente, ad esso non può essere imputata alcuna quota dell'eventuale passivo dell'Organizzazione alla risoluzione del presente accordo.

Articolo 44**DURATA, PROROGA E RISOLUZIONE**

1. Il presente accordo resta in vigore per un periodo di dieci anni a decorrere dalla data dell'entrata in vigore, a meno che il Consiglio non decida, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, di prorogarlo, rinegoziarlo o risolverlo in conformità delle disposizioni del presente articolo.
2. Il Consiglio può decidere, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, di prorogare il presente accordo per due periodi, di cui un primo periodo di cinque anni e un periodo supplementare di tre anni.
3. Se, prima della scadenza del periodo di dieci anni di cui al paragrafo 1 o prima della scadenza del periodo di proroga di cui al paragrafo 2, a seconda dei casi, un nuovo accordo, inteso a sostituire il presente accordo, è stato negoziato ma non è ancora entrato in vigore a titolo provvisorio o definitivo, il Consiglio può, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, prorogare il presente accordo fino all'entrata in vigore a titolo provvisorio o definitivo del nuovo accordo.
4. Se il nuovo accordo è negoziato ed entra in vigore mentre il presente accordo è in via di proroga in virtù dei paragrafi 2 o 3, il presente accordo, quale prorogato, cessa di avere effetto nel momento in cui entra in vigore il nuovo accordo.

5. In qualsiasi momento il Consiglio può, con voto speciale in conformità dell'articolo 12, decidere di risolvere il presente accordo a decorrere da una data da esso stabilita.
6. Nonostante la risoluzione del presente accordo, il Consiglio continua ad esistere per un periodo non superiore a 18 mesi al fine di procedere alla liquidazione dell'Organizzazione, compresa la liquidazione dei conti e, fatte salve le decisioni pertinenti da assumere con voto speciale in conformità dell'articolo 12, il Consiglio conserva, durante detto periodo, le competenze e le funzioni all'uopo necessarie.
7. Il Consiglio notifica al depositario le eventuali decisioni assunte a norma del presente articolo.

Articolo 45

RISERVE

Nessuna disposizione del presente accordo può essere oggetto di riserve.

Articolo 46

DISPOSIZIONI COMPLEMENTARI E TRANSITORIE

1. Il presente accordo succede all'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali.
2. Tutte le disposizioni adottate in virtù dell'accordo internazionale del 1983 sui legni tropicali e/o dell'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali, dall'Organizzazione o da uno dei suoi organi o in loro nome, che sono di applicazione alla data di entrata in vigore del presente accordo e per le quali non è specificamente prevista la scadenza a tale data, continuano ad applicarsi, salvo se modificate a norma delle disposizioni del presente accordo.

FATTO a Ginevra, il ventisette gennaio duemilasei. I testi del presente accordo in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola fanno tutti egualmente fede.

ALLEGATO A

Elenco dei governi partecipanti alla conferenza delle Nazioni Unite per la negoziazione di un accordo destinato a succedere all'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali in quanto potenziali membri produttori, quali definiti all'articolo 2 (Definizioni) e ripartizione indicativa dei voti a norma dell'articolo 10 (Ripartizione dei voti)

Membri	Totale dei voti
AFRICA	249
Angola	18
Benin	17
Camerun*	18
Repubblica centrafricana*	18
Costa d'Avorio*	18
Repubblica democratica del Congo*	18
Gabon*	18
Ghana*	18
Liberia*	18
Madagascar	18
Nigeria*	18
Repubblica del Congo*	18
Ruanda	17
Togo*	17

ASIA-PACIFICO	389
Cambogia*	15
Figi*	14
India*	22
Indonesia*	131
Malaysia*	105
Myanmar*	33
Papua Nuova Guinea*	25
Filippine*	14
Thailandia*	16
Vanuatu*	14
AMERICA LATINA/CARAIBI	362
Barbados	7
Bolivia*	19
Brasile*	157
Colombia*	19
Costa Rica	7
Repubblica dominicana	7
Ecuador*	11
Guatemala*	8
Guyana*	12
Haiti	7
Honduras*	8
Messico*	15
Nicaragua	8
Panama*	8
Paraguay	10
Perù*	24
Suriname*	10
Trinidad e Tobago*	7
Venezuela*	18
TOTALE:	1000

* Membro dell'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali

ALLEGATO B

Elenco dei governi partecipanti alla conferenza delle Nazioni Unite per la negoziazione di un accordo destinato a succedere all'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali in quanto potenziali membri consumatori, quali definiti all'articolo 2

(Definizioni)

Albania
Algeria
Australia*
Canada*
Cina*
Egitto*
Comunità europea*
 Austria*
 Belgio*
 Repubblica ceca
 Estonia
 Finlandia*
 Francia*
 Germania*
 Grecia*
 Irlanda*
 Italia*
 Lituania
 Lussemburgo*
 Paesi Bassi*
 Polonia
 Portogallo*
 Slovacchia
 Spagna*
 Svezia*
 Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord*
Iran (Repubblica islamica dell')
Iraq
Giappone*
Lesotho
Giamahiria araba libica
Marocco
Nepal*
Nuova Zelanda*
Norvegia*
Repubblica di Corea*
Svizzera*
Stati Uniti d'America*

* Membro dell'accordo internazionale del 1994 sui legni tropicali

ALLEGATO II**Dichiarazione della Comunità europea in conformità dell'articolo 36, paragrafo 3,
dell'accordo**

Conformemente all'articolo 36, paragrafo 3, dell'accordo internazionale del 2006 sui legni tropicali, la presente dichiarazione indica le competenze trasferite alla Comunità europea dai suoi Stati membri nelle materie oggetto dell'accordo.

La Comunità europea dichiara che, conformemente al trattato che istituisce la Comunità europea:

- in relazione alle materie commerciali disciplinate dall'accordo la Comunità europea ha competenza esclusiva nell'ambito della politica commerciale comune, e
- la Comunità europea condivide le sue competenze con i suoi Stati membri in materia di ambiente e di cooperazione allo sviluppo.

La portata e l'esercizio delle competenze della Comunità europea sono soggetti, per loro stessa natura, ad una continua evoluzione e, all'occorrenza, la Comunità europea completerà o modificherà la presente dichiarazione, in conformità dell'articolo 36, paragrafo 3 dell'accordo.

